

RAPPORT ANNUEL

2021



Centre Conjoint des Données
sur les Déplacements Forcés



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE



UNHCR
L'Agence des Nations
Unies pour les réfugiés

Table des matières

Avant-propos	4
Introduction	6
1. Mettre en évidence les personnes déplacées dans les statistiques	8
Une nouvelle approche statistique pour une nouvelle ère d'interventions en matière de déplacement forcé	8
Méthodes et innovation : des partenariats dynamiques sont essentiels pour trouver de nouveaux moyens de combler les lacunes en matière d'information sur les déplacements forcés	10
2. Actions et activités du JDC : exemples illustratifs	12
Principales réalisations en 2021	12
Quel est l'impact du JDC ?	13
Aperçu des principaux résultats du JDC en 2021	15
Élaboration de normes statistiques sur l'apatridie	16
Analyse de texte automatisée pour le Centre conjoint des données sur le déplacement forcé	18
Comblant les lacunes en matière d'information sur les populations déplacées grâce aux données géospatiales	20
Tchad	22
Colombie	24
Iraq	26
Yémen	28
Compiler et conserver les ensembles de données du HCR pour la bibliothèque de microdonnées du HCR	30
Diffuser les éléments de preuve et les données sur les personnes déplacées	32
Programme de bourses de recherche	34
3. Enseignements tirés et perspectives	36
Tirer parti des expériences	36
4. Conclusion	38
Annexe 1 : Le programme de travail du JDC à la fin de l'année 2021	40
Annexe 2 : Le modèle opérationnel du JDC	43



Avant-propos

En 2021, le nombre de personnes contraintes de fuir leur foyer a continué d'augmenter jusqu'à atteindre un nouveau record. Les trois principaux facteurs de déplacement sont la pandémie de Covid-19, les conflits et les changements climatiques.

La pandémie de Covid-19 a eu des conséquences sur la santé, la vie et les moyens de subsistance des populations et a exacerbé les inégalités. Les bouleversements politiques de ces dernières années ont provoqué de nouvelles vagues de déplacement et ont réduit les possibilités des réfugiés de retourner chez eux. En outre, les changements climatiques ont eu un impact disproportionné sur les personnes en situation de vulnérabilité, or rares sont les personnes plus vulnérables que les personnes déplacées.

Disposer de données précises et à jour est nécessaire pour comprendre et agir sur ces trois facteurs interconnectés. Il est crucial de comprendre où, quand et pourquoi les personnes fuient, vers où elles fuient et les conséquences socioéconomiques de ces tendances générales afin d'élaborer des politiques judicieuses et mettre en place des interventions opérationnelles avisées.

Des progrès notables ont été réalisés en matière de qualité, de quantité et de disponibilité des données socioéconomiques et des éléments de preuve concernant les plus de 84 millions de personnes déplacées et leurs communautés d'accueil. Les systèmes statistiques qui encadrent la production de données sont renforcés et institutionnalisés ; les principales lacunes en matière de données sont comblées, de plus en plus avec le concours des bureaux nationaux de statistiques ; les données existantes sont mises à disposition par l'intermédiaire de bibliothèques de microdonnées ; et la communauté des chercheurs produit davantage de connaissances et de preuves sur les mesures efficaces dans les situations de déplacement forcé.

Le Centre conjoint des données sur le déplacement forcé (JDC) de la Banque mondiale et du HCR est pionnier de ces changements et ce deuxième Rapport annuel met en lumière certains de nos efforts ainsi que les enseignements que nous avons tirés. Il présente des exemples dans lesquels les données ont permis de véritablement améliorer la situation des populations déplacées. Ces changements ont été catalysés par les progrès opérationnels et politiques fondés sur les données, du Tchad au Burkina Faso, en passant par la République centrafricaine, la Colombie et la région du Machreq.

Nos deux institutions, la Banque mondiale et le HCR, conçoivent et intègrent de mieux en mieux les interventions et les mesures visant à protéger et à soutenir les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil. Notre collaboration nous aide à repenser notre approche de la protection, de l'assistance et du développement dans les situations de déplacement forcé, ainsi que les modalités de notre soutien aux gouvernements en vue de l'adoption de politiques plus fermes et inclusives, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés et aux engagements pris dans le cadre de la récente reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale.

Nous encourageons tous les partenaires et toutes les parties prenantes à s'associer à l'équipe du JDC pour participer à l'entreprise ambitieuse visant à combler les lacunes en matière de données et d'éléments de preuve concernant certaines des personnes les plus vulnérables au monde. Le chemin à parcourir est encore long.

Dominique Hyde
Présidente du Comité de gestion du Centre conjoint
des données
Directrice des relations extérieures au HCR,
le Haut-Commissariat des Nations Unies
pour les réfugiés

Soukeyna Kane
Coprésidente du Comité de gestion du Centre conjoint
des données
Directrice de la cellule Fragilité, Conflits et Violence
à la Banque mondiale



Le Centre conjoint des données illustre parfaitement la façon dont nos partenariats avec le HCR et d'autres organisations permettent de contribuer activement à la conduite de travaux de recherche de qualité susceptibles d'éclairer l'élaboration de politiques. Par exemple, une étude menée conjointement avec le HCR a établi que le coût annuel de l'éducation de tous les enfants réfugiés représente en moyenne moins de 4 % des dépenses publiques d'éducation dans les pays en développement, qui accueillent 85 % des réfugiés dans le monde. Ce type de travaux de recherche permet de mieux prendre en compte les réfugiés dans les politiques publiques.

Mari Elka Pangestu, Directrice générale pour les politiques de développement et les partenariats, sur l'importance du partenariat avec le JDC lors de la 2^e conférence de la recherche sur le déplacement forcé

Introduction

Depuis sa création en 2019, le JDC est une force motrice de l'évolution du secteur des données sur le déplacement forcé. En 2020, le Centre a élaboré sa stratégie 2021-2023 et a commencé à combler les lacunes en matière de données et d'éléments de preuve sur le déplacement forcé grâce à un portefeuille croissant d'activités. Ce rapport annuel témoigne d'une année de mise en œuvre et d'efforts intenses qui portent progressivement leurs fruits, parallèlement à une extension continue du programme de travail. Le JDC devient un acteur décisif dans le domaine des déplacements forcés grâce à la mise en œuvre de sa stratégie et au renforcement de ses partenariats avec les institutions gouvernementales, les acteurs du développement et de l'aide humanitaire, la communauté scientifique, le secteur privé et les fondations, et ce, en se fondant sur des contributions et des engagements concrets.

Le JDC investit actuellement beaucoup de temps et d'énergie dans les données, et plus précisément dans les données relatives aux populations touchées par le déplacement forcé. Il entend tirer parti de cette dynamique pour susciter de profonds changements dans la quantité, la qualité et la cohérence des données et des éléments de preuve disponibles. Ce faisant, il est apparu clairement que l'un des principaux engagements du JDC consiste à mettre en évidence, sur le plan statistique, les personnes déplacées. Afin d'inclure ces personnes dans les statistiques – et susciter ainsi un changement durable –, le JDC redouble d'efforts auprès des instituts nationaux de statistique et contribue à renforcer leurs capacités par l'intermédiaire d'une assistance technique spécifique. Les activités du Centre visent à inclure les personnes déplacées dans les enquêtes nationales dans la mesure du possible et à permettre la mise en œuvre d'actions humanitaires et de développement intégrées et fondées sur des données probantes, ainsi que de politiques inclusives pour les personnes déplacées.

En 2021, le JDC a saisi plusieurs occasions notables de démontrer sa valeur ajoutée en exploitant les résultats de ses activités et en contribuant aux échanges entre les responsables politiques et les spécialistes. Parmi ces occasions, citons l'élaboration des recommandations du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes mandaté par le Secrétaire général des Nations Unies, les délibérations lors de la Réunion des hauts responsables mandatée par l'Assemblée générale dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés et les discussions tenues lors du Forum mondial des Nations Unies sur les données. En assurant la documentation des travaux de recherche socioéconomique sur les déplacements forcés et l'organisation de la deuxième Conférence de la recherche sur les déplacements forcés, le Centre se positionne progressivement en tant que principale source de connaissances sur les déplacements forcés dans le monde.

Ce rapport présente les initiatives du JDC visant à combler les lacunes en matière d'éléments de preuve socioéconomiques concernant les déplacements forcés. Dans un premier temps, le présent rapport aborde les modalités permettant de mettre en évidence des personnes déplacées plus visibles sur le plan statistique ; dans cette perspective, il se concentre sur leur inclusion dans les statistiques ainsi que sur les méthodes et les innovations qui soutiennent ces efforts. Il procède ensuite à un état des lieux en analysant les principales réalisations des 55 activités du JDC et en exposant la portée et la qualité des résultats obtenus jusqu'à présent à partir de 10 activités choisies. Enfin, il reprend l'analyse du rapport annuel précédent concernant les principales lacunes identifiées par le Centre en matière de données et d'éléments de preuve, et dégage les enseignements tirés des efforts déployés à ce jour.



[...] depuis le lancement du Centre conjoint des données, la collaboration avec la Banque mondiale change véritablement la donne en matière de déplacement forcé, dans le sens où la recherche est en passe de devenir la clé de voûte des discussions.

Sajjad Malik, Directeur de la Division de la résilience et des solutions au HCR, à propos du JDC lors de la 2^e Conférence de la recherche sur le déplacement forcé

1. Mettre en évidence les personnes déplacées dans les statistiques

Une nouvelle approche statistique pour une nouvelle ère d'interventions en matière de déplacement forcé

L'importance du leadership national et des politiques et programmes nationaux pour parvenir à une solution complète et durable au déplacement forcé est incontestable. La réalité globale des interventions ciblant les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays doit apparaître dans les statistiques officielles, qui constituent, pour les gouvernements, un outil clé de la gestion des déplacements forcés. Dans sa réflexion sur les données et les éléments de preuve, le Pacte mondial sur les réfugiés souligne expressément la nécessité de soutenir « l'inclusion des réfugiés [...] dans les processus nationaux de collecte des données et des statistiques, et le renforcement des systèmes nationaux de collecte des données sur la situation des réfugiés [...] ». Le Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes établi par le Secrétaire général des Nations Unies souligne également le caractère essentiel de « l'inclusion plus systématique des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les activités régulières de collecte de données des gouvernements, en particulier dans les enquêtes et les recensements à l'échelle nationale ».

Au-delà des cadres mondiaux relatifs aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 souligne la nécessité urgente de permettre aux instituts nationaux de statistique, principaux responsables du suivi de la progression des indicateurs des ODD, de produire des données sur les personnes déplacées. Le principe de « ne laisser personne de côté » est la principale promesse du Programme 2030, et il a été précisé que les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les apatrides font partie des populations les plus vulnérables et les plus marginalisées concernées par ce principe¹.

L'inclusion de ces populations dans les enquêtes nationales est encore à un stade précoce et nécessite un appui particulier.

Contrairement aux appels à l'action lancés dans ces cadres mondiaux, la couverture des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les enquêtes des instituts nationaux de statistique est encore balbutiante. Si certains instituts nationaux de statistique s'efforcent de collecter des données sur les personnes déplacées, la plupart de ces activités sont ponctuelles, ou consistent en des enquêtes indépendantes sur les populations déplacées qui ne sont pas intégrées ou conformes avec les enquêtes plus larges menées au niveau national. Ainsi, les estimations produites concernant les populations déplacées ne sont souvent pas directement comparables aux statistiques

officielles nationales. Quelques instituts nationaux de statistique ont toutefois récemment intégré des enquêtes sur les populations déplacées à des enquêtes nationales plus larges, permettant ainsi un certain degré de comparabilité avec les statistiques nationales. Par exemple, en 2018, les instituts nationaux de statistique du Niger, du Tchad et de l'Ouganda ont mené, avec le soutien de la Banque mondiale, des enquêtes auprès des réfugiés, basées sur leurs enquêtes nationales sur la pauvreté.

Néanmoins, la pratique de référence en matière d'inclusion statistique des personnes déplacées consiste à intégrer pleinement ces dernières dans les enquêtes nationales des instituts nationaux de statistique par l'intermédiaire d'échantillons dédiés, de taille appropriée et assortis de questions d'identification pertinentes ainsi qu'une logistique de terrain et des délais inscrits dans l'ensemble de la campagne d'enquête. Par exemple, en 2018, l'institut national de statistique de la Géorgie a inclus les personnes déplacées, avec le soutien de l'UNICEF, dans son enquête par grappes à indicateurs multiples. Malheureusement, souvent en raison de capacités limitées, seuls quelques instituts nationaux de statistique ont adopté cette pratique de référence à ce jour.

Dans la plupart des pays concernés par le déplacement forcé, les personnes déplacées sont systématiquement exclues ou ne sont pas prises en compte en nombre suffisant lors des procédures d'échantillonnage utilisées habituellement dans les enquêtes nationales. Cela suppose que le processus d'inclusion des personnes déplacées est une démarche que les instituts nationaux de statistique doivent délibérément entreprendre, qui représente un défi technique et financier supplémentaire en regard de leurs pratiques d'enquête habituelles. Un soutien et un renforcement des capacités ciblés sont donc nécessaires pour susciter ce changement et permettre aux instituts nationaux de statistique de ces pays d'inclure les populations déplacées dans leurs enquêtes nationales.

Renforcer les capacités pour garantir des résultats durables

Les impératifs de conformité avec les cadres mondiaux, d'inclusion statistique et de renforcement des capacités des services nationaux de statistique des pays concernés par le déplacement forcé gouvernement les activités du JDC et font office de fils conducteurs pour sa stratégie 2021-2023.

Avant tout, le JDC fournit une assistance technique sur le terrain et contribue au renforcement des capacités afin de favoriser l'inclusion des personnes déplacées dans des enquêtes nationales spécifiques. En étroite collaboration avec la Banque mondiale, le JDC contribue actuellement à l'inclusion des personnes déplacées dans les enquêtes nationales sur la pauvreté menées en République centrafricaine et en Éthiopie. Par ailleurs, les instituts nationaux de statistique de plusieurs pays ont inclus les réfugiés, avec le soutien de la Banque mondiale et du JDC, dans leurs enquêtes nationales sur l'impact de la pandémie de Covid-19.

Le Centre s'emploie également à établir des partenariats avec les autres organismes internationaux dépositaires des principales enquêtes menées par les instituts nationaux de statistique².

En d'autres termes, nous nous efforçons de créer un ensemble de précédents susceptibles de faciliter et systématiser l'inclusion des personnes déplacées dans les programmes d'enquête.

En complément des efforts déployés pour inclure les personnes déplacées dans des enquêtes nationales spécifiques, le JDC appuie également des initiatives visant à sensibiliser le personnel des instituts nationaux de statistique à l'importance de prendre en compte ces personnes dans le cadre de la production des données nationales. Grâce à ces initiatives, les instituts nationaux de statistique sont informés des outils, des normes et des mécanismes de soutien disponibles à cette fin. Le JDC travaille par exemple en partenariat avec le Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et l'apatridie (EGRIS), qui organise des ateliers et des formations aux niveaux mondial et régional. S'agissant des activités de sensibilisation, **le JDC a, par exemple, organisé, en collaboration avec l'EGRIS, un webinaire (en anglais) intitulé « Making the most vulnerable visible: Data gaps and official statistics on forced displacement » dans le cadre du Forum mondial des Nations Unies sur les données de 2021. Ce webinaire a permis d'instaurer un dialogue entre les représentants des instituts**

² Avec l'UNICEF pour les enquêtes par grappes à indicateurs multiples, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et Inner City Fund (ICF) pour les enquêtes démographiques et de santé, la Banque mondiale pour la plupart des enquêtes nationales sur la pauvreté/intégrées, et l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour certaines enquêtes sur les forces de travail.

nationaux de statistique de Colombie, de Somalie et d'Ukraine et la Banque mondiale sur les lacunes en matière de données dans le domaine du déplacement forcé et sur l'importance des statistiques officielles pour des processus décisionnels, de planification du développement et de programmation éclairés.

Le JDC s'efforce également de sensibiliser davantage les équipes de pays du HCR et de la Banque mondiale à la nécessité de plaider, à l'échelle nationale, en faveur l'inclusion des personnes déplacées dans les enquêtes des instituts nationaux de statistique.

Enfin, le JDC soutient les efforts visant à obtenir des engagements à long terme en faveur de l'inclusion des personnes déplacées dans les enquêtes nationales à travers des stratégies nationales pour le développement de la statistique (SNDS) ou des plans d'action similaires à moyen terme concernant les statistiques officielles. Les stratégies statistiques nationales constituent un outil de planification pluriannuel essentiel pour les gouvernements et les instituts nationaux de statistique, puisqu'elles définissent une vision des statistiques officielles à cinq ou dix ans et posent des jalons pour la concrétiser. En outre, elles offrent un cadre complet et harmonisé visant à renforcer les capacités et, partant, à atteindre des priorités spécifiques et mobiliser des ressources. Un engagement en faveur de ces stratégies représenterait un geste fort et durable pour les instituts nationaux de statistique et leurs soutiens internationaux ; il ne se limiterait pas à une seule enquête ou à une seule année, et garantirait que les besoins d'assistance sont traités de manière proactive et dans une perspective à long terme.

Pourquoi mettre en évidence les personnes déplacées dans les statistiques

Article de blog pour le Forum économique mondial par Björn Gillsäter, Directeur du JDC

En 2016, Daniel et sa famille ont fui la guerre civile au Soudan du Sud et se sont réfugiés en Ouganda. Quatre ans plus tard, leur situation déjà précaire s'est dégradée à cause de la pandémie de Covid-19. Non seulement ils craignent pour leur santé, mais les mesures prises par le Gouvernement pour entraver la progression de la pandémie ont entraîné la fermeture des établissements scolaires et une augmentation considérable du chômage.

De l'emploi à la sécurité alimentaire, en passant par la santé, l'éducation et l'égalité, nous savons que la pandémie a exacerbé les défis auxquels sont confrontés les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les apatrides dans le monde. Ces personnes ont, d'une manière générale, davantage subi les conséquences de la pandémie que les communautés qui les accueillent. Las d'une recherche d'emploi infructueuse, Daniel est finalement retourné à Juba pour trouver du travail, malgré une profonde inquiétude quant au bien-être de sa famille.

Toutefois, nous ignorons beaucoup de choses sur Daniel ou sur les [82,4 millions de personnes déplacées à travers le monde](#), notamment concernant les conséquences de la pandémie de Covid-19 sur ces personnes et leurs communautés. Bien souvent, ces personnes ne sont pas prises en compte dans les statistiques officielles, si bien que [notre compréhension de leur situation](#) reste partielle.

Lisez l'article complet (en anglais) sur le [site du JDC](#).



SCANNEZ-NOUS

¹ https://unsceb.org/sites/default/files/imported_files/CEB%20equality%20framework-A4-web-rev3.pdf

Méthodes et innovation : des partenariats dynamiques sont essentiels pour trouver de nouveaux moyens de combler les lacunes en matière d'information sur les déplacements forcés

Après une année marquée par la pandémie de Covid-19, les conflits et les changements climatiques, le nombre de personnes déplacées dans le monde continue d'augmenter. Il est généralement admis que les partenaires humanitaires et du développement doivent collaborer plus étroitement pour améliorer le bien-être des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil, et pour leur apporter des solutions durables. Cependant, la nécessité d'adopter une approche autre que celle du *statu quo* dans le cadre de ces collaborations est, quant à elle, moins reconnue.

Concernant les données, les organisations humanitaires et les acteurs du développement doivent associer leurs compétences, leurs réseaux et leurs ressources. Ces acteurs doivent trouver des moyens innovants de combler les lacunes en matière de données, d'en améliorer la qualité, de les partager et d'en tirer des enseignements en vue d'éclairer les opérations, les politiques et les travaux de recherche. Ces initiatives ne vont toutefois pas

de soi. Elles requièrent des investissements dans l'établissement et le maintien de partenariats proactifs, flexibles, résilients et axés sur les personnes qu'ils entendent aider. **Le JDC**, en tant que force motrice et organe de soutien doté d'une expertise méthodologique et technique, **crée, gère et entretient des partenariats essentiels à la création de conditions propices à l'élaboration et à l'expérimentation d'outils et de méthodes innovants applicables à la production de données et, par conséquent, à l'amélioration des interventions liées aux déplacements forcés.**

Trois groupes de travail du JDC appliquent actuellement cette approche : 1) en réalisant des enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur les répercussions socioéconomiques de la pandémie de Covid-19 ; 2) en identifiant et en comblant les lacunes en matière de données géospatiales ; et 3) en utilisant le traitement du langage naturel et l'apprentissage automatique pour faciliter la collecte des données et leur analyse.

Enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés

La pandémie de Covid-19 et les restrictions de déplacement ont souligné la nécessité de disposer de données socioéconomiques concernant les personnes déplacées, tout en complexifiant leur collecte. Le JDC a donc collaboré avec la Banque mondiale et le HCR en vue de trouver la solution la plus pragmatique, contribuant ainsi à combler les lacunes en matière de données dans une douzaine de pays (à ce jour) grâce à des enquêtes téléphoniques



Nous avons mis en œuvre un projet mondial visant à comprendre comment la crise touchait les ménages, par l'intermédiaire d'enquêtes téléphoniques. Nous sommes très fiers d'avoir pu, avec le soutien du Centre [JDC], inclure les réfugiés et les populations déplacées dans ces efforts dans plusieurs pays. Les données et les éléments de preuve ont été essentiels pour éclairer le soutien que nous avons apporté aux gouvernements dans le cadre de leur réflexion sur les politiques adaptées à cette crise.

Carolina Sánchez-Páramo, Directrice mondiale de la Banque mondiale pour la pauvreté et les pratiques en matière d'équité, sur le soutien apporté par le JDC



Les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés constituent la principale source de données de qualité sur les migrations forcées dans le contexte de la pandémie de Covid-19. L'analyse ne se limite pas aux effets négatifs de la pandémie de Covid-19 ni à la vulnérabilité des migrants forcés, elle apporte des nuances et des détails pertinents pour éclairer les décisions politiques. En définitive, la synthèse du JDC est plus que la somme de ses parties. Les efforts de coordination et d'harmonisation entre les différents contextes permettent de dégager des tendances générales et d'établir de précieuses comparaisons.

Thomas Ginn, chargé de recherche au Center for Global Development

à intervalles rapprochés. En adaptant cette approche à chaque contexte, le soutien du JDC a consisté à identifier les possibilités, à faciliter l'établissement de relations et la conclusion d'accords de partage de données entre les équipes de pays et à appuyer la collecte ou l'analyse des données. La plupart des campagnes de collecte de données menées ou prévues dans ces pays, incluent la conduite d'enquêtes sur les populations déplacées parallèlement aux enquêtes sur les populations d'accueil (soit sur la base d'un échantillon représentatif au niveau national, soit sur la base d'un échantillon représentatif au sein d'une même zone géographique). La supervision de ces activités par le JDC a permis d'assurer la cohérence des approches de collecte de données et a créé des circonstances favorables à la création de synergies, d'un contexte à l'autre, entre les réflexions et les domaines d'enquête.

Données géospatiales

L'utilisation des données géospatiales dans la planification du développement et les interventions humanitaires progressait déjà avant la pandémie de Covid-19 grâce aux progrès technologiques et à l'amélioration des capacités de traitement. Cependant, afin d'utiliser au mieux les sources de données géospatiales qui permettent d'obtenir des informations socioéconomiques pertinentes sur les déplacements forcés et d'éviter la duplication et la déperdition d'efforts et d'investissements, les ensembles de données doivent être collectés, évalués et conservés de manière systématique.

Le JDC collabore avec la Banque mondiale afin de combler les lacunes en matière d'information sur les déplacements forcés à partir de données et d'analyses géospatiales et d'établir des protocoles d'évaluation des besoins en données géospatiales ainsi que des utilisations prévues, dans le but d'orienter la collecte de nouvelles données. Dans les situations de déplacement forcé, il convient en premier lieu d'examiner méthodiquement les données relatives à l'emplacement et l'état des principales infrastructures et installations telles que les hôpitaux, les écoles et les routes. Cet examen sert ensuite à déterminer la valeur ajoutée des données supplémentaires qui pourraient être obtenues. Il peut s'agir par exemple de combiner des données sur les lieux de prestation de services, tels que les dispensaires, avec des données indiquant s'ils sont opérationnels ou s'ils disposent de médicaments spécifiques.

Les approches innovantes, en particulier celles qui reposent sur les technologies ou sur de nouvelles sources de données, sont fréquemment utilisées pour répondre à des besoins à court terme sans pour autant être consolidées, empêchant ainsi les futurs utilisateurs de tirer parti de leur développement et de leur application. Les efforts appuyés par le JDC instaurent une approche systématique et permettent d'apporter des réponses plus immédiates aux besoins urgents. L'objectif est de rassembler des données géospatiales susceptibles de fournir des informations exploitables sur les situations de déplacement forcé et de créer un cadre sur lequel la communauté humanitaire et les acteurs du développement puissent s'appuyer. Par exemple, le fait de fournir une taxonomie des éléments de données géospatiales collationnés et de normaliser l'application des outils existants pour améliorer la qualité et la comparabilité de ces données permet d'assurer des interventions humanitaires plus complètes à l'avenir.

Analyse de texte automatisée

Une autre approche rendue possible par les progrès technologiques récents et soutenue par le JDC est l'utilisation de l'analyse de texte pour résumer et organiser automatiquement de nombreux documents. À l'heure où les organisations humanitaires et les acteurs du développement mettent en commun leurs approches en matière de déplacement forcé, les données et les connaissances pertinentes déjà disponibles constituent un précieux point de départ pour un travail plus efficace. Néanmoins, bien qu'il existe potentiellement un grand nombre de documents contenant des informations exploitables, il est souvent difficile de se les procurer en raison de la manière dont ils ont été répertoriés et étiquetés.

Pour relever ce défi, le JDC soutient la Banque mondiale dans l'application de méthodes innovantes (telles que le traitement du langage naturel, la modélisation thématique et l'apprentissage automatique) afin de créer des outils que les chercheurs et les gestionnaires de projets de différentes organisations puissent utiliser pour identifier les informations publiées par les banques multilatérales de développement et d'autres acteurs. Ce processus consiste à sélectionner un sous-ensemble de documents portant sur le déplacement forcé (soit moins de 10 000 documents sur plus de 300 000 dans la phase pilote), à enrichir les métadonnées qui leur sont associées et à fournir des outils puissants pour effectuer des recherches détaillées dans leur contenu (par exemple, le filtrage par fréquences de sujets multiples). Ces outils permettront, entre autres, d'assurer le suivi de la portée et de la couverture des programmes de la Banque multilatérale de développement (BMD) sur le déplacement forcé et aideront probablement à identifier les lacunes dans leurs activités de recherche et d'analyse. À la suite d'essais exploratoires et itératifs, cette activité applique des méthodes de calcul déjà connues pour apporter des solutions plus efficaces aux situations de déplacement forcé.

Grâce à la croissance et au développement de son programme de travail, le JDC stimule le changement et l'innovation en établissant des liens entre les composantes des systèmes humanitaires et de développement pour répondre aux besoins en matière de données. Un dialogue à la fois vaste et approfondi est nécessaire pour comprendre l'étendue des possibilités, ainsi que les nuances et le contexte précis de chaque besoin. Le JDC et ses partenaires poursuivront ce travail, aux côtés des instituts nationaux de statistique et des ministères compétents, afin de favoriser l'émergence d'une communauté plus connectée, qui exploitera des méthodes et des approches innovantes et procédera à un partage efficace des connaissances.



2. Actions et activités du JDC : exemples illustratifs

Principales réalisations en 2021

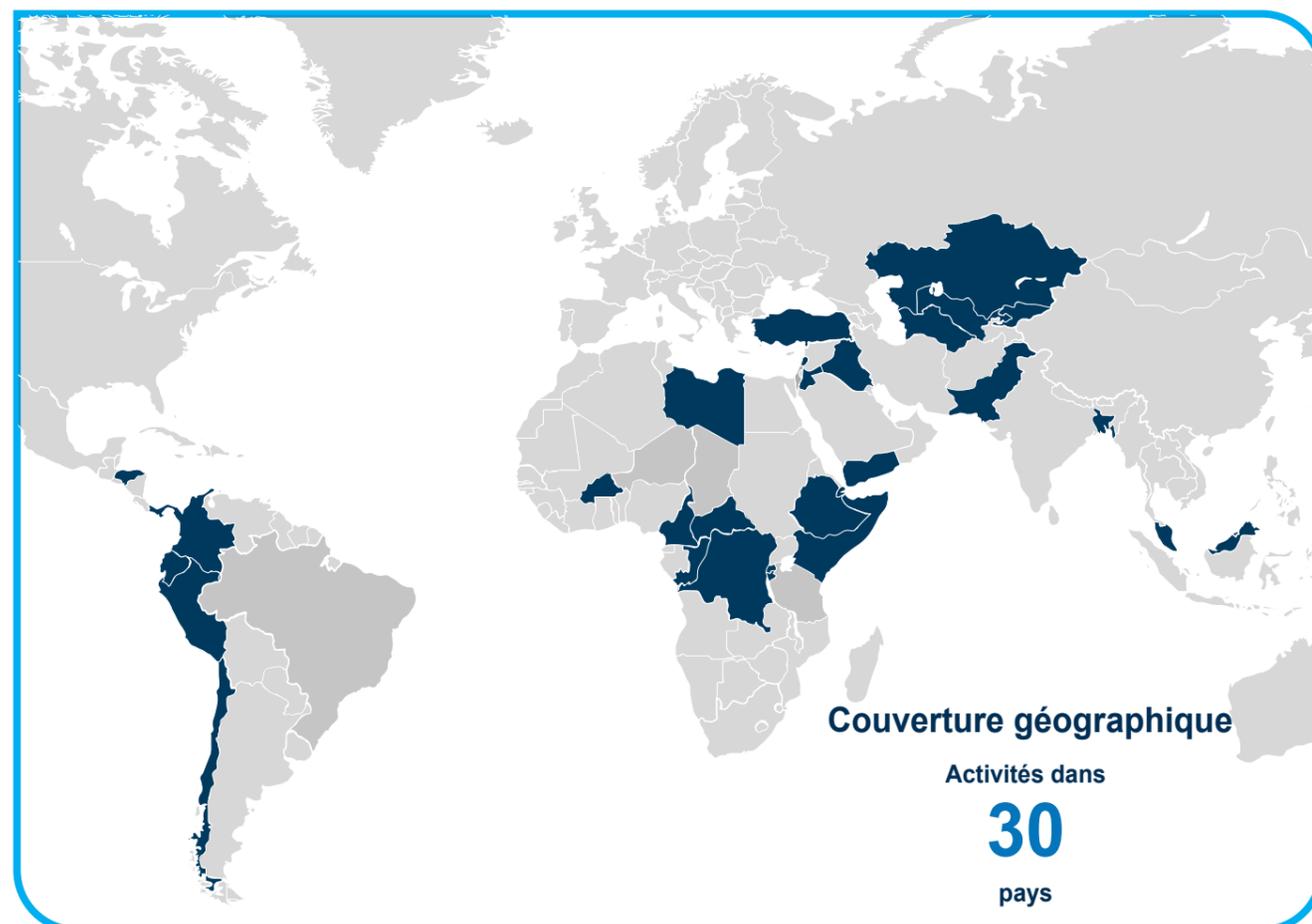
Sur le plan opérationnel, l'année 2021 a été entièrement consacrée à la mise en œuvre de la stratégie du JDC récemment approuvée pour la période 2021-2023, laquelle confirme les quatre priorités du Centre : 1) le renforcement des systèmes et normes statistiques ; 2) la production de données et la conduite d'analyses ; 3) l'accès sécurisé et responsable aux données ; et 4) la constitution d'une base de données probantes et le partage des connaissances. La stratégie du JDC définit un moyen de remplir sa mission, à savoir l'amélioration de la protection et du bien-être des personnes déplacées, en s'appuyant sur des données et des éléments de preuve de meilleure qualité. D'une manière générale, le travail du JDC repose sur six principes : 1) innovation et durabilité ; 2) protection et diversité ; 3) renforcement des capacités ; 4) portée et représentation ; 5) éthique des données ; et 6) partenariats et coordination. Dans ce contexte, la section suivante donne une vue d'ensemble du portefeuille du JDC en 2021, de manière à illustrer les résultats et les progrès du programme de travail du JDC.

Vue d'ensemble du portefeuille

Malgré l'impact prolongé de la pandémie sur les opérations du JDC, le Centre a élargi son portefeuille d'activités et continué à obtenir des résultats réguliers dans le cadre de ses activités en cours. En 2021, le programme de travail incluait 55 activités, dont 36 mises en œuvre dans les 30 pays accueillant la majorité des personnes déplacées dans le monde.

Le soutien accru du JDC à la production et à l'analyse de données aux niveaux national et régional est en adéquation avec sa deuxième priorité stratégique. Le Comité de gestion du JDC a approuvé l'ajout de 11 nouvelles activités au programme de travail, comme indiqué à l'annexe 1.

Quatre activités ont été achevées avec succès à la fin de l'année 2021. Chacune d'entre elles a fait l'objet, à son terme, d'un examen approfondi visant à déterminer la mesure dans laquelle le travail accompli et les résultats obtenus ont contribué à un impact à plus long terme et d'en tirer des enseignements.



Résultats du JDC jusqu'en 2021



Collaborations avec les instituts nationaux de statistique

5 ensembles de données sur les populations touchées grâce aux processus de collecte de données des instituts nationaux de statistique.



Ensembles de données

399 ensembles de données publiés avec le soutien du JDC sur la bibliothèque de microdonnées du HCR

20 ensembles de données sur les populations aidées, comparables à ceux sur les populations non déplacées et, le cas échéant, alignés sur les ODD



Publications

2 articles de recherche du JDC
1 guide d'introduction sur la Covid-19 et 2 mises à jour ultérieures
9 articles et billets de blog



Publications périodiques

18 bulletins d'information
13 comptes rendus de revue de la littérature
4 bulletins trimestriels



Événements scientifiques

2 conférences de la recherche
7 séminaires/webinaires

Résultats chiffrés, octobre 2019 – décembre 2021

Quel est l'impact du JDC ?

Comprendre les effets de la pandémie de Covid-19 sur les personnes déplacées.

En 2021, le JDC a contribué à l'avancée des connaissances sur l'impact socioéconomique de la pandémie de Covid-19 sur les personnes déplacées. Les efforts déployés par la Banque mondiale dans six pays ont permis de constituer un vaste ensemble de données grâce aux progrès technologiques et à l'amélioration des techniques de collecte de données. En s'appuyant sur près de 100 000 entretiens menés auprès de ménages déplacés et des populations d'accueil, le JDC a produit le rapport *Déplacement forcé et pandémie : données initiales*,

une analyse des résultats initiaux dans les huit premiers pays à avoir adopté cette approche (Bangladesh, Djibouti, Éthiopie, Iraq, Kenya, Ouganda, Tchad et Yémen). Au fil de l'année, le JDC a contribué à mener davantage de campagnes de collecte de données et d'analyses et a permis de couvrir de nouveaux pays. Par ailleurs, des notes d'information et des rapports indépendants ont été mis à la disposition du public dans des pays tels que le Burkina Faso et l'Iraq, et les données collectées peuvent être consultées sur la bibliothèque de microdonnées de la Banque mondiale. Des travaux visant à élargir le nombre de pays et de campagnes de collecte et à harmoniser les données sont en cours, ce qui permettra des comparaisons entre pays, une meilleure

analyse au niveau mondial et de meilleures interventions face aux conséquences de la pandémie dans les pays d'accueil.

Intégration des statistiques sur le déplacement et renforcement des capacités.

Les activités entreprises pour comprendre le bien-être socioéconomique des populations déplacées et des populations d'accueil pendant la pandémie ont également contribué à améliorer la prise en compte des personnes déplacées dans les statistiques des enquêtes nationales. Parmi les activités soutenues par le JDC figure l'inclusion des personnes déplacées dans les enquêtes socioéconomiques nationales habituelles en République centrafricaine et en Éthiopie. Cela se traduit également par la sélection de nouvelles activités en 2021, par l'intermédiaire des instituts nationaux de statistique de huit pays (la Jordanie, le Honduras, la République du Congo, la République démocratique du Congo et quatre États d'Asie centrale) collecteront des données. **Ces possibilités renforcent les capacités des institutions nationales qui cherchent à inclure de manière systématique et durable les personnes déplacées dans les enquêtes courantes.**

Le soutien apporté par le JDC à l'EGRIS pour assurer la promotion et la mise en œuvre des normes recommandées dans les enquêtes statistiques auprès de différents groupes de population vient s'ajouter aux activités au niveau national.

Mettre les données et les éléments de preuve sur le déplacement à la disposition des responsables politiques.

Le JDC a commencé à diffuser ses résultats et ses expériences auprès des décideurs politiques. Lors de la Réunion des hauts responsables sur le Pacte mondial sur les réfugiés qui s'est tenue en novembre et en décembre 2021, le JDC a fait part, à deux occasions différentes, de son expérience au Tchad ainsi que de son soutien à l'EGRIS pour plaider en faveur d'une meilleure inclusion des

réfugiés dans les statistiques nationales. Le Centre a également présenté des résultats concrets sur la manière dont les réfugiés et les personnes déplacées ont vécu la pandémie dans des pays tels que le Bangladesh, Djibouti, l'Éthiopie, l'Iraq et le Yémen.

S'agissant des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, le JDC a contribué à la formulation des recommandations sur les données et les éléments de preuve qui figurent dans le rapport du [Groupe de haut niveau](#) chargé de la question des déplacements internes. Le rapport du Groupe de haut niveau, présenté au Secrétaire général des Nations Unies en septembre 2021, prône l'adoption d'une approche considérant les solutions aux déplacements internes comme des priorités de développement pour lesquelles une appropriation nationale est nécessaire. Le JDC a également contribué à l'élaboration du programme d'action du Secrétaire général des Nations Unies sur les déplacements internes. Ce programme reconnaît la nécessité de disposer de données socioéconomiques pour les programmes de développement, l'appropriation nationale grâce à l'inclusion statistique des personnes déplacées et l'utilisation des normes EGRIS dans les enquêtes nationales et internationales.

Normalisation des approches relatives à la responsabilité en matière d'accès aux données.

La contribution aux travaux du HCR sur l'accès responsable aux données dans le cadre de sa Stratégie de transformation des données pour la période 2020 – 2025 s'est poursuivie en 2021, avec l'enrichissement de la bibliothèque de microdonnées et le renforcement des systèmes et des processus de données internes. Cela permet non seulement au HCR de gérer, d'utiliser et de partager les données de manière efficace et systématique, mais aussi de suivre et d'améliorer leur qualité. En parallèle, le JDC a élargi la portée de son engagement en incluant

Atteindre la norme de référence en matière d'inclusion des personnes déplacées dans les enquêtes en République centrafricaine

Près de 15 % de la population nationale y est constituée de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (environ 717 000 en décembre 2020), mais on manque de données précises sur cette population vulnérable. L'institut national de statistique prépare actuellement l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM), qui permettra d'obtenir des données représentatives au niveau national concernant le bien-être des ménages, la pauvreté et les inégalités.

Bien que la prochaine enquête inclue les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison de sa dimension nationale, l'analyse de leur situation n'est pas prévue. Faute d'amélioration de la planification et de la conception de l'enquête, l'échantillon de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays pourrait être insuffisant et des modules essentiels pourraient manquer au questionnaire pour identifier correctement les personnes déplacées et apprécier les défis et possibilités socioéconomiques qui leur sont propres.

Grâce au renforcement des capacités et au soutien technique et financier de l'équipe de la Banque mondiale pour la pauvreté et du JDC, l'institut national de statistique augmente la taille de l'échantillon de personnes déplacées de l'enquête et étoffe le contenu du questionnaire sur le déplacement, ce qui permet d'enrichir les informations collectées au cours de l'enquête afin d'orienter les mesures nationales en matière de déplacement interne. Le JDC a également aidé les différentes parties prenantes du Gouvernement, du développement et de l'aide humanitaire à mieux se coordonner dans le cadre de l'enquête, permettant ainsi de partager des informations sur les emplacements des personnes déplacées et, dans certains cas, de faciliter activement le travail des responsables de la collecte des données de l'institut national de statistique par les partenaires de gestion des camps.



Le cloisonnement des données est potentiellement préjudiciable, car elles restent sous-exploitées dans l'élaboration des politiques, des opérations, des programmes et des activités de recherche, réduisant ainsi les possibilités d'éclairer les processus décisionnels avec des éléments de preuve sur le déplacement forcé. Le Pacte mondial sur les réfugiés et la Stratégie de transformation des données pour la période 2020-2025 du HCR mettent tous deux l'accent sur les politiques et les programmes fondés sur des données probantes, ainsi que sur les principes pertinents de protection et de respect de la confidentialité. Nous nous engageons à collaborer avec d'autres partenaires pour partager nos connaissances et nos pratiques, et permettre ainsi l'adoption d'approches similaires au sein de leurs institutions et organisations.

Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, lors du Conseil consultatif stratégique de 2021

les acteurs du développement et la communauté humanitaire, afin de forger un consensus sur les modalités de l'alignement et de la normalisation des approches de la responsabilité et de la sécurité en matière d'accès aux données. Une dynamique positive a été impulsée par le Conseil consultatif stratégique du JDC lors d'une réunion en septembre 2021, au cours de laquelle le Haut-Commissaire a soutenu cette démarche en partageant l'expérience du HCR à ce jour et en encourageant les parties prenantes à se joindre à ces efforts. **Le JDC insufflé de l'énergie dans cet espace en nouant de nouveaux partenariats et en alimentant les travaux en cours pour renforcer les connaissances et les ressources de la communauté en matière de collecte, d'anonymisation et de diffusion des microdonnées.** Sur la base des travaux internes du HCR, le JDC met en relation des organisations, sollicite des expertises et aménage des espaces sûrs afin de soutenir les discussions techniques visant à créer une communauté de pratique sur les données relatives au déplacement forcé.

Partage des connaissances. La préparation de la [deuxième Conférence de la recherche du JDC sur le déplacement forcé a demandé beaucoup d'efforts](#). Sur près de 150 articles soumis, 24 ont été sélectionnés, en privilégiant ceux qui abordaient des questions de recherche intéressantes et originales tout en adoptant des méthodes analytiques fiables et souvent innovantes. La Conférence de la recherche a souligné « l'effervescence » de la recherche socioéconomique sur le déplacement forcé et a confirmé que le JDC contribue grandement à accroître les données et les analyses disponibles à ce sujet. Cet événement en ligne a été organisé en partenariat avec l'université des Andes et le département de recherche de la Banque mondiale.



Le JDC mobilise les gouvernements dans la collecte de données d'une manière innovante, en particulier s'agissant des données sur les personnes touchées par le déplacement forcé.

Sarah Smith, Directrice, initiative pour les réfugiés, Fondation Conrad N. Hilton

Aperçu des principaux résultats du JDC en 2021

Les principales réalisations décrites ci-dessus attestent que les efforts déployés par le JDC dans le cadre de ses quatre priorités stratégiques, à savoir le renforcement des systèmes et des normes statistiques, la production de données et la conduite d'analyses, l'accès sécurisé et responsable aux données et la constitution d'une

base de données probantes et le partage des connaissances, se renforcent mutuellement. Pour illustrer le programme de travail, les pages suivantes résumant 10 des 55 activités en cours, en représentant de manière plus détaillée des exemples de réalisations dans le cadre des quatre priorités stratégiques.

Élaboration de normes statistiques sur l'apatridie

Motivation

Pour de multiples raisons politiques, techniques et opérationnelles, de nombreux pays peinent à produire des estimations comparables au niveau international sur l'apatridie ou ne communiquent aucune statistique. De ce fait, le chiffre de 4,2 millions d'apatrides (rapport *Tendances mondiales*, 2019) que le HCR, responsable mondial de l'agrégation des chiffres nationaux, a pu valider et qu'il suppose être largement sous-estimé, est nettement inférieur à l'estimation mondiale souvent citée mais non vérifiée de 10 millions d'apatrides.

À l'heure actuelle, la communauté statistique internationale ne dispose pas de concepts, de définitions ni de méthodes statistiques bien établis concernant le phénomène de l'apatridie, et les statisticiens gouvernementaux sont livrés à eux-mêmes lorsqu'ils traduisent les cadres juridiques applicables en cadres statistiques.

L'amélioration des données sur l'apatridie et les apatrides est essentielle pour sensibiliser à cette problématique majeure et soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes au niveau national. L'objectif ultime du renforcement des données sur les populations apatrides est d'améliorer leur bien-être et leur intégration, et d'avancer vers l'élimination de l'apatridie elle-même.

Activité

En 2018, le Secrétaire général des Nations Unies a appelé à l'amélioration des données et des estimations sur les populations apatrides. Le groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur l'apatridie a répondu à cet appel en établissant un sous-groupe de données, coprésidé par le HCR et le FNUAP, recommandant le lancement de deux axes de travail complémentaires :

Axe de travail 1 : Améliorer le recensement direct de l'apatridie : Élaborer, sous l'égide de l'EGRIS, des recommandations internationales relatives aux statistiques de l'apatridie qui seront soumises pour approbation à la Commission statistique des Nations Unies en 2023. Ces recommandations fourniront aux instituts nationaux de statistique des normes et des critères techniques facilitant la production de statistiques officielles sur les personnes apatrides.

Axe de travail 2 : Améliorer les estimations indirectes de l'apatridie : Déterminer et élaborer des méthodes en s'appuyant sur les connaissances des experts et de la communauté et des techniques de modélisation innovantes en vue, par exemple, de l'obtention d'estimations comparables de meilleure qualité concernant l'apatridie lorsqu'il n'est pas encore possible de procéder à des mesures directes.

Résultats escomptés

- De meilleures statistiques démographiques renforcent la capacité à aider et à plaider en faveur des personnes apatrides.

Produits escomptés de l'activité

- I. Normes statistiques internationales et orientations techniques sur l'apatridie approuvées par la Commission statistique des Nations Unies.
- II. Documentation et orientations sur les méthodes reproductibles d'estimation indirecte de la taille des populations apatrides.

RENFORCER LES SYSTÈMES ET LES NORMES



BÉNÉFICIAIRES

Les populations apatrides.



UTILISATEURS VISÉS

Les gouvernements, en particulier les instituts nationaux de statistique, la Banque mondiale, le HCR et les organisations régionales et internationales.



IMPACT

Amélioration du bien-être, de la protection et de l'intégration des personnes apatrides, ainsi que de la solution à l'apatridie elle-même, grâce à davantage de données et d'éléments de preuve de meilleure qualité.



BUDGET

557 500 dollars US



PÉRIODE

2020-2023

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

En décembre 2021, la Commission statistique des Nations Unies a officiellement intégré les statistiques sur l'apatridie au mandat de l'EGRIS. Cet élargissement comprend l'élaboration de recommandations en matière de statistiques sur l'apatridie, actuellement supervisées par un sous-groupe de l'EGRIS composé de représentants de 19 pays. L'événement de l'EGRIS organisé en marge de la Commission statistique des Nations Unies (qui s'est tenue en mars 2021), intitulé « Leaving no one behind : Improving Statistics on Statelessness » (Ne laisser personne de côté : améliorer les statistiques sur l'apatridie), a été l'occasion de faire connaître ce nouveau domaine de travail de l'EGRIS à la communauté statistique internationale, et notamment à la centaine de participants.

Le développement technique des recommandations internationales relatives aux statistiques de l'apatridie a également progressé de manière satisfaisante en 2021, sous la direction d'un groupe de rédaction composé d'experts nationaux et internationaux de premier plan. Un premier projet de synthèse a été produit et un article résumant les progrès réalisés jusqu'à présent a été publié par le *Statistical Journal of the Association internationale pour les statistiques officielles (AISO)* afin de sensibiliser la communauté statistique. Un rapport d'étape officiel a par ailleurs été rédigé en 2021 et communiqué à la Commission statistique des Nations Unies en vue de son examen lors de la session de 2022. Il a été présenté au nom du groupe par l'institut national de statistique du Kenya. Ce rapport résume les progrès réalisés à ce jour et présente les éléments clés des recommandations préliminaires afin de solliciter les retours d'information et les conseils de la Commission en vue de la finalisation du projet. Les Recommandations devraient être présentées pour approbation lors de la session de la Commission statistique des Nations Unies de 2023. En parallèle, le travail sur les méthodes de modélisation indirecte pour améliorer les estimations de l'apatridie s'est poursuivi comme prévu et a conclu une exploration approfondie des données disponibles et des méthodes d'estimation pertinentes.

Écoutez le webinaire du JDC et de l'EGRIS sur ce sujet au Forum mondial des Nations Unies sur les données de 2021.



SCANNEZ-MOI

Analyse de texte automatisée pour le Centre conjoint des données sur le déplacement forcé

Motivation

Le JDC a été créé pour renforcer la capacité des parties prenantes à prendre des décisions rapides et fondées sur des données probantes, qui puissent améliorer le bien-être des populations déplacées. Parmi ces parties prenantes figurent les banques multilatérales de développement (BMD) : la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque interaméricaine de développement, qui jouent un rôle essentiel dans le financement et la mise en œuvre des politiques et programmes de leurs actionnaires. En 2016, les BMD ont publié une déclaration commune exprimant leur engagement à travailler ensemble et, dans le cadre de leurs mandats institutionnels respectifs, à intervenir face à la crise mondiale des déplacements forcés. Améliorer la disponibilité, la qualité et la pertinence opérationnelle de la collecte de données et du travail analytique concernant le déplacement forcé est donc un objectif et un intérêt communs du JDC et des BMD. Une meilleure compréhension du contenu et de l'évolution de la recherche et du travail opérationnel des BMD fournirait des indications précieuses sur où et comment les connaissances sur le déplacement forcé sont générées et utilisées pour informer les projets et programmes de développement.

Activité

Les BMD investissent des ressources substantielles dans les résultats des travaux de recherche et entendent rendre les descriptifs de projet accessibles au public. Une analyse et un suivi régulier de la portée et de la couverture de ces documents permettraient de connaître la mesure dans laquelle les questions liées au déplacement forcé ont été couvertes par leur travail analytique et opérationnel, dans le temps et par pays. Compte tenu du volume considérable d'informations disponibles, une telle analyse ne peut être effectuée qu'en appliquant des techniques avancées d'apprentissage automatique et d'intelligence artificielle, telles que le traitement du langage naturel.

Résultats escomptés

- Un corpus exhaustif de projets et de documents analytiques publiés par les BMD concernant le déplacement forcé.
- Une analyse de la manière dont les BMD, au fil du temps et dans différents pays, ont abordé le déplacement forcé et les questions connexes.
- Outils d'apprentissage automatique et de traitement du langage naturel en accès libre utilisés pour extraire, structurer, analyser et assurer le suivi des informations contenues dans un volume considérable de documents accessibles au public.

Produits escomptés de l'activité

- I. Les scripts (Jupyter notebooks) utilisés pour le prétraitement et la modélisation des documents.
- II. Une interface de programmation d'application (API) qui permettra d'utiliser les résultats des modèles d'intégration des mots.
- III. Une base de données des documents produits/publiés par les BMD, avec la classification par thème et autres éléments de métadonnées.
- IV. Un rapport technique et analytique décrivant l'approche et présentant les principaux résultats du travail de modélisation.
- V. Une plateforme de communication comprenant des visualisations interactives et un système de recherche de documents, sous forme de produit conjoint de la Banque mondiale, du HCR et du JDC.
- VI. Un ou plusieurs blogs présentant les résultats les plus pertinents.

RENFORCER LES SYSTEMES ET LES NORMES



BÉNÉFICIAIRES

Les responsables de projets, les banques multilatérales de développement (BMD), les donateurs, les partenaires du développement, les responsables politiques et la communauté scientifique.



UTILISATEURS VISÉS

Les banques multilatérales de développement (BMD), dont la Banque mondiale, et d'autres partenaires humanitaires et de développement, assumant des fonctions opérationnelles, politiques et de recherche.



IMPACT

Soutenir le suivi de la portée et de la couverture des projets et programmes des BMD liés aux déplacements forcés ; identifier les lacunes dans leurs travaux de recherche et d'analyse ; et fournir des outils aux chercheurs et aux responsables de projets pour leur permettre de découvrir facilement des informations utiles dans ce vaste référentiel de connaissances.



BUDGET

95 000 dollars US



PÉRIODE

2020-2021

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

Cette activité a permis de développer et de lancer un système automatisé ainsi que des techniques d'apprentissage automatique en accès libre (fondées sur des outils et des méthodes de traitement du langage naturel) afin d'extraire et de résumer de grands volumes de textes sur le déplacement forcé et de fournir une description détaillée de la manière dont les BMD, au fil du temps et dans différents pays, abordent le déplacement forcé et les questions connexes. L'équipe a organisé deux séminaires (un au HCR et un autre au JDC) pour présenter cet outil et ses résultats. Des consultations avec l'équipe de conception Web du JDC ont été menées pour envisager la possibilité d'héberger cet outil sur le site du JDC.

Scannez le code ci-après pour en savoir plus sur l'activité « Analyse de texte automatisée pour le Centre conjoint des données sur le déplacement forcé ».



SCANNEZ-MOI

Comblent les lacunes en matière d'information sur les populations déplacées grâce aux données géospatiales

Motivation

Les informations précises et à jour sur les personnes, les infrastructures, les services et l'environnement sont indispensables à la planification des interventions humanitaires et des actions de développement. Les perturbations causées par la pandémie de Covid-19 ont accru le besoin d'informations tout en rendant leur collecte plus complexe. La collecte et l'utilisation de ces informations sont nécessaires aux opérations humanitaires et de développement qui visent à améliorer la vie des personnes en situation de déplacement forcé. En effet, elles peuvent orienter les interventions stratégiques visant à améliorer les moyens de subsistance de ces groupes vulnérables. Si de nombreuses organisations ont utilisé des sources de données géospatiales, les données géospatiales dans les contextes de déplacement forcé ne sont souvent pas collectées, évaluées ou conservées de manière systématique, ce qui complique le lancement, l'évaluation et la mise en œuvre des projets.

Activité

Cette activité vise à identifier, documenter et combler les lacunes en matière de données en s'appuyant sur les technologies géospatiales dans une variété de contextes de déplacements, tant internes qu'externes. Les données géospatiales seront collectées, répertoriées, conservées et mises à la disposition du JDC sur des plateformes appropriées afin de contribuer aux efforts actuels de collecte de données des instituts nationaux de statistique, des organisations humanitaires, des acteurs du développement et d'autres parties prenantes. Bien que la composante de recherche du programme puisse être plus générale, la collecte et l'amélioration des données se concentreront sur les infrastructures physiques qui peuvent être identifiées par l'intermédiaire de l'imagerie satellitaire.

Résultats escomptés

- Identification et documentation des lacunes dans les données susceptibles d'être comblées à l'aide de sources de données géospatiales dans plusieurs contextes de déplacement forcé.
- Comblement des lacunes en collectant, cataloguant, conservant et diffusant des données géospatiales.

Produits escomptés de l'activité

- Des ensembles de données pour chacun des sites classés par ordre de priorité.
- Mise à jour des sources de données publiques.
- Produits cartographiques.
- Présentations et supports de communication.
- Partage des liens vers les catalogues de données dans lesquels ces dernières sont conservées.
- Documentation méthodologique sur le recours aux données géospatiales dans les contextes de déplacement forcé.

RENFORCER LES SYSTÈMES ET LES NORMES



BÉNÉFICIAIRES

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les réfugiés et leurs communautés d'accueil.



UTILISATEURS VISÉS

Les instituts nationaux de statistiques, le HCR, la Banque mondiale et les partenaires.



IMPACT

Améliorer et normaliser la collecte d'ensembles de données fondamentales spécifiques sur le déplacement forcé et présenter leur utilisation dans quatre contextes géographiques différents.



BUDGET

100 000 dollars US



PÉRIODE

2020-2021

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

L'équipe de soutien aux opérations géospatiales de la Banque mondiale a piloté cette activité et fait appel au département d'observation de la Terre et de géomatique de l'Université de Salzbourg pour identifier et documenter les besoins en données géospatiales dans les contextes de déplacement forcé. L'équipe a organisé plusieurs consultations avec des acteurs humanitaires et du développement impliqués dans des contextes de déplacement. Ensemble, ils ont élaboré un projet d'inventaire des données géospatiales existantes et disponibles dans les contextes de déplacement. Deux rapports faisant état des données géospatiales dans les situations de déplacement forcé et une méthodologie d'évaluation de l'exhaustivité des données dans une zone spécifique ont été rédigés et sont actuellement en cours de révision par l'équipe technique interne.

En savoir plus sur le comblement des lacunes en matière d'information sur les populations déplacées grâce aux données géospatiales.



SCANNEZ-MOI

TCHAD : Refugees in Chad: The Road Forward (Réfugiés au Tchad : perspectives)

Motivation

Ces dix dernières années, les déplacements forcés ont considérablement augmenté au Tchad. Le pays accueille près de 480 000 réfugiés et demandeurs d'asile originaires du Soudan, de République centrafricaine et, plus récemment, du Nigéria. La majorité de ces groupes sont au Tchad depuis plus de quinze ans. En outre, on estime à 240 000 le nombre de personnes déplacées et à plus de 30 000 le nombre de rapatriés tchadiens, ce qui accroît la pression sur l'économie déjà fragile du pays. L'impact de la pandémie de Covid-19 a accru la vulnérabilité des populations de réfugiés, en particulier des femmes, des filles et des enfants.

L'accueil des réfugiés par le Tchad s'inscrit dans un contexte national complexe, puisqu'il s'agit de l'un des pays les plus pauvres au monde, qui présente des indicateurs de développement humain très faibles. Il est donc urgent non seulement de faire face à la situation actuelle, mais aussi de renforcer la capacité du pays à gérer ces afflux successifs de réfugiés à long terme. La transition d'une approche axée sur l'aide humanitaire à une approche axée sur le développement et l'intégration pour gérer la crise des réfugiés nécessite une solide compréhension du bien-être et des moyens de subsistance des réfugiés, des communautés locales et de la population tchadienne.

Les travaux d'analyse ont contribué au dialogue politique en apportant des éléments de preuve rigoureux issus d'une source de données unique, spécifiquement conçue pour permettre la comparaison des données relatives au bien-être des réfugiés, des villages d'accueil et de la population tchadienne. Il s'agit de l'*Enquête 2018-2019 sur la Consommation des ménages et le secteur informel au Tchad* (ECOSIT4), qui a été élargie à un échantillon représentatif de réfugiés et de communautés d'accueil tout en collectant des données sur la population tchadienne.

Activité

Le travail d'analyse réalisé sur la base des données de l'enquête ECOSIT4 (2018-2019) et de l'enquête auprès des ménages des réfugiés et des communautés d'accueil au Tchad (2018-2019) a été assuré par l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) du Tchad. L'échantillon de l'enquête sur les réfugiés est représentatif des deux principaux groupes de réfugiés du pays (Soudanais à l'Est et centrafricains au Sud) ainsi que des villages d'accueil. Les objectifs du travail d'analyse de cet ensemble exclusif de données sont les suivants :

- Revoir l'approche actuelle du Gouvernement concernant la gestion de la situation des réfugiés dans le pays.
- Comprendre le profil des groupes de réfugiés soudanais et centrafricains pour mettre en évidence la nécessité de programmes d'assistance adaptés à ces différents groupes sociodémographiques.

- Étudier le caractère hétérogène du bien-être économique au sein de chaque groupe de réfugiés, par exemple le degré de répartition de la consommation ou les facteurs responsables de la réussite de certains groupes par rapport à d'autres.
- Comprendre la situation des réfugiés au regard du bien-être de la population tchadienne en comparant les indicateurs de bien-être financier et non financier des réfugiés à ceux des communautés d'accueil et de la population tchadienne en général.

L'objectif final est d'informer les responsables politiques (à savoir le Gouvernement tchadien) et les communautés internationales du développement, notamment la Banque mondiale et le HCR, sur les mesures politiques et les programmes qu'il convient de mettre en place afin de gérer la situation des personnes réfugiées au Tchad. Les résultats de cette analyse ont été présentés au gouvernement et aux partenaires du développement en tant que contribution fondée sur des données probantes au processus d'élaboration des politiques. Ils seront communiqués à l'équipe de pays de la Banque mondiale, à l'équipe du HCR et aux autres bailleurs de fonds au Tchad pour appuyer la conception et la coordination des projets.

Résultats escomptés

- Cet ensemble de données peut servir de base à d'autres travaux d'analyse sur le bien-être des personnes déplacées et leur situation financière.
- Un rapport qui informe les opérations entreprises au Tchad et dans la région du Sahel, afin d'améliorer le bien-être des personnes déplacées et de réduire les inégalités socioéconomiques.
- La mise en œuvre du projet de la Banque mondiale visant à soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil, orienté par les données et le rapport produits dans le cadre de cette activité.

Produits escomptés de l'activité

- I. Un ensemble de données propres fournissant des informations sur les ménages des populations déplacées au Tchad.
- II. Rapport final.

PRODUIRE DES DONNÉES ET DES ANALYSES



BÉNÉFICIAIRES
Les ménages de réfugiés au Tchad.



BUDGET
60 000 dollars US



UTILISATEURS VISÉS
Le Gouvernement tchadien, les équipes des opérations menées au Tchad et dans la région du Sahel, le HCR et la Banque mondiale.



PÉRIODE
2020-2021



IMPACT
Des mesures politiques visant à améliorer le bien-être des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

Le JDC, a contribué, en collaboration avec la Banque mondiale, à la rédaction et à la publication des résultats de l'étude sur les conditions socioéconomiques des réfugiés et de leurs communautés d'accueil au Tchad : *Refugees in Chad: The Road Forward* (Réfugiés au Tchad : perspectives). Fondé sur une source de données unique provenant de l'une des premières enquêtes nationales sur les ménages en Afrique portant sur les réfugiés et les communautés d'accueil ainsi que sur la population dans son ensemble, le rapport permet de mieux appréhender les défis et les possibilités des réfugiés et de leurs communautés d'accueil. Cet article fournit des indications essentielles sur la manière de passer d'une approche d'aide humanitaire à une approche permettant une intervention intégrée susceptible d'être maintenue à long terme. Les résultats de cette analyse ont été présentés au Gouvernement et aux partenaires du développement dans le cadre de la toute première « semaine du savoir » organisée au Tchad par la Banque mondiale. Le JDC a également repris ces résultats dans l'une de ses interventions lors de la Réunion des hauts responsables, dans le cadre d'une discussion de groupe organisée parallèlement à la publication du rapport (en anglais) sur les indicateurs du Pacte mondial sur les réfugiés.

En savoir plus sur le travail du JDC au Tchad.



SCANNEZ-MOI

COLOMBIE :

Crise vénézuélienne : Collecte et analyse de données régionales sur la population de réfugiés vénézuéliens et assimilés

Motivation

Les crises économique, sociale, politique et institutionnelle, ainsi que la pénurie et l'insécurité alimentaires, ont poussé entre 3,4 et 5,5 millions de Vénézuéliens à quitter leur pays. Les prévisions anticipent la poursuite de cet important flux de réfugiés vénézuéliens et assimilés.

La crise de la Covid-19 a mis en évidence les lacunes flagrantes en matière de statistiques et de politiques concernant ce groupe. Ce constat s'applique également à la Colombie, qui accueille le plus grand nombre de personnes fuyant le Venezuela. Il convient cependant d'indiquer que les données administratives collectées par le Gouvernement colombien ne tiennent pas compte des personnes en situation irrégulière. Bien que la principale enquête nationale représentative des ménages en Colombie (*Gran Encuesta Integrada de Hogares*, ou GEIH) comporte un échantillon significatif de la population vénézuélienne susceptible de former la base d'un cadre d'échantillonnage, le questionnaire de cette enquête n'a pas été conçu spécifiquement pour obtenir des informations pertinentes sur ce groupe et ne comporte pas de questions spécifiques sur les répercussions de la pandémie de Covid-19. Les connaissances sur les besoins et les défis auxquels cette population est confrontée, ainsi que sur les possibilités d'accroître son intégration économique et sociale, restent donc très limitées.

Activité

Cette activité vise à soutenir le lancement d'une nouvelle enquête, « Pulso de la Migración », dirigée par l'institut national de statistique, qui complète l'enquête GEIH du pays et s'ajoute à la série d'enquêtes « Pulso », qui comprend les enquêtes « Pulso Empresarial » et « Pulso Social ». L'enquête « Pulso de la Migración » fournit des informations précises visant à faciliter la conception, le suivi et l'évaluation des politiques grâce à l'analyse de données quantitatives de qualité, nouvelles et existantes, sur les Vénézuéliens qui vivent en Colombie.

« Pulso de la Migración » utilise la part vénézuélienne de l'échantillon de base de l'enquête GEIH pour réaliser une série d'enquêtes téléphoniques réparties sur plusieurs campagnes. Les données collectées seront complétées par les données sur les communautés d'accueil colombiennes recueillies par l'intermédiaire des mises à jour mensuelles du GEIH.

Résultats escomptés

- Produire de nouveaux éléments de preuve pour combler les lacunes en matière de connaissances grâce aux données les plus récentes et les plus précises sur les conditions de vie, la prestation de services et les sources de revenus des migrants et réfugiés vénézuéliens, en se concentrant sur le suivi de l'impact de la crise de la Covid-19 et du processus de relèvement.
- Analyse des informations produites afin de favoriser les mesures politiques visant une réelle amélioration des conditions de vie des migrants vénézuéliens et l'élimination des obstacles à l'intégration sociale et économique et au relèvement à l'issue de la crise.
- Orienter la mobilisation des gouvernements en faveur de mesures concrètes d'intégration des communautés d'accueil et de migrants à moyen et long terme.
- Utilisation de ces données et de cette analyse dans le cadre de la planification d'interventions humanitaires et de développement, notamment du projet de la Banque mondiale « Colombia: Covid-19 Crisis Response Development Policy Financing (DPF) ».

Produits escomptés de l'activité

- Quatre campagnes d'enquêtes téléphoniques afin d'assurer le suivi du bien-être, de l'impact de la crise et du relèvement rapide.
- Rapport d'analyse sur le bien-être des Vénézuéliens en Colombie pendant la crise de la pandémie et le relèvement rapide.
- Intégration des résultats d'analyse et des enseignements tirés du cas de la Colombie dans un rapport régional sur la migration vénézuélienne et dans une enquête sur la perception de la migration.

PRODUIRE DES DONNÉES ET DES ANALYSES



BÉNÉFICIAIRES

La population de réfugiés vénézuéliens et assimilés en Colombie.



UTILISATEURS VISÉS

Le Gouvernement colombien, la Banque mondiale, le HCR, les instituts nationaux de statistique de la région et les partenaires d'exécution.



IMPACT

Des mesures politiques visant à améliorer le bien-être des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil.



BUDGET

276 000 dollars US



PÉRIODE

2020-2023

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

La première et la deuxième campagnes de la nouvelle enquête « Pulso de la Migración » (qui en compte quatre) ont été menées et les résultats de la première campagne ont été présentés lors d'une conférence de presse de haut niveau en octobre 2021, organisée par le Département administratif national de statistique de Colombie (DANE) et dirigée par le vice-président et le ministre des affaires étrangères colombiens ainsi que le directeur général du DANE. Cette enquête complète les principales enquêtes nationales. Cet événement et le lancement de la campagne sont été couronnés de succès, si bien qu'ils ont suscité l'intérêt de plusieurs partenaires de développement susceptibles de soutenir de futures campagnes. Ces résultats interviennent à un moment opportun dans l'espace politique pour orienter l'introduction du statut de protection temporaire du pays.

En étroite collaboration avec l'équipe de pays de la Banque mondiale et avec la contribution du HCR, l'instrument d'enquête évalue les caractéristiques du processus de migration des Vénézuéliens et des Colombiens de retour en Colombie, telles que le marché du travail, les revenus et les transferts de fonds, les discriminations, la violence et, pour les femmes, la planification familiale et les menstruations. À l'avenir, l'équipe de la Banque mondiale prévoit de comparer les données de l'enquête « Pulso de la Migración » à celles de l'enquête nationale afin de dresser un tableau plus précis des personnes réfugiées et assimilées en Colombie.

Écoutez le témoignage des partenaires du JDC sur les « Impacts de la régularisation sur les réfugiés vénézuéliens ».



SCANNEZ-MOI

IRAQ :

Inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19

Motivation

La pandémie de Covid-19 a détruit des vies et des moyens de subsistance dans le monde entier, à un rythme alarmant et avec impartialité. Il y a des raisons de penser que les populations les plus vulnérables sont les plus touchées, mais sans données suffisantes, il est difficile d'évaluer l'ampleur du problème ou de prendre des mesures visant à atténuer leurs souffrances. En particulier, les revenus plus faibles et les conditions de vie souvent surpeuplées et précaires des populations concernées par le déplacement forcé les rendent probablement plus vulnérables aux effets sanitaires et économiques de la pandémie. Disposer d'informations et de données probantes à jour sera essentiel pour permettre de surveiller et d'atténuer les effets sociaux et économiques de la crise sur ces groupes vulnérables spécifiques et pour favoriser la prise en compte des populations déplacées dans les mesures nationales de lutte contre la Covid-19.

La Banque mondiale pour la pauvreté et les pratiques en matière d'équité et le Groupe de données sur l'économie du développement se sont engagés conjointement dans la réalisation d'enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés dans une centaine de pays à travers le monde afin de comprendre les besoins en matière d'aide sociale et l'évolution des perspectives socioéconomiques pendant la pandémie. Le JDC a appuyé l'élargissement simultané de ces enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés afin d'y inclure les personnes déplacées dans plusieurs pays, dont l'Iraq.

Activité

Le Programme alimentaire mondial (PAM) en Iraq a lancé une enquête par téléphone mobile en avril 2020 pour obtenir des informations sur la consommation alimentaire et l'accès aux services de base pendant la pandémie. En septembre 2020, celle-ci a été étendue à une collaboration technique entre le PAM et la Banque mondiale, qui a permis d'améliorer la collecte de données par le PAM. Avec le soutien du JDC, ces activités comprenaient un élargissement de l'enquête sur les ménages afin d'interroger 800 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et 600 ménages de retour (familles déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui rentrent chez elles). L'échantillon de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays comprend les ménages déplacés par le conflit contre l'État islamique d'Iraq et du Levant de 2014 et qui vivent toujours dans des lieux autres que leur résidence habituelle, tandis que l'échantillon de personnes de retour est composé de celles qui ont été déplacées par la crise et qui ont regagné leur lieu d'origine. Quatre campagnes d'enquêtes téléphoniques seront menées auprès de ces populations selon un calendrier précis, au moyen de questionnaires adaptés au programme national dans son ensemble.

Résultats escomptés

- Inclusion des personnes déplacées et rapatriées dans la collecte de données, puis dans le dialogue sur les politiques et mesures nationales.
- Utilisation des données pour informer les gouvernements nationaux et régionaux, le PAM et la Banque mondiale des évolutions socioéconomiques, de la participation au marché et de la réceptivité au dépistage et à la vaccination contre la Covid-19 parmi les ressortissants déplacés et non déplacés en Iraq.
- Utilisation de ces informations afin d'orienter la planification des opérations humanitaires et de développement et des interventions d'urgence pour lutter contre la pandémie en Iraq.

Produits escomptés de l'activité

- Rapport détaillé comprenant les moyennes nationales et les populations non déplacées, déplacées à l'intérieur de leur propre pays et rapatriées dans les provinces du Nord et de la République du Kurdistan irakien.
- Ensembles de données de l'Iraq publiés sur la bibliothèque de microdonnées de la Banque mondiale pour toutes les campagnes de collecte de données.

PRODUIRE DES DONNÉES ET DES ANALYSES



BÉNÉFICIAIRES

Les Iraquiens déplacés ou rapatriés et les ménages non déplacés.



BUDGET

68 305 dollars US



UTILISATEURS VISÉS

Le Gouvernement irakien, la Banque mondiale, le PAM, le HCR et d'autres partenaires humanitaires et du développement.



PÉRIODE

2020-2021



IMPACT

Les populations déplacées sont rendues visibles grâce aux données et sont représentées lors de l'évaluation des conséquences socioéconomiques de la Covid-19.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

Le JDC a publié et diffusé les résultats de la collecte et de l'analyse des données d'une enquête téléphonique à intervalles rapprochés menée en Iraq par des collègues de la Banque mondiale et du JDC, en collaboration avec le PAM. Le rapport (en anglais) sur l'enquête téléphonique « Iraq High Frequency Phone Survey (IHFPS) to Monitor Socioeconomic Trends During Covid-19 » résume les efforts de suivi des tendances socioéconomiques pendant la pandémie de Covid-19, en se concentrant principalement sur les personnes déplacées ou rapatriées. Ce rapport fournit des données issues de près de 15 000 entretiens réalisés au cours de quatre campagnes d'enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés entre octobre 2020 et janvier 2021, ainsi que des données comparatives intéressantes sur les indicateurs de bien-être des ménages déplacés et non déplacés. Parallèlement à la publication du rapport, les microdonnées traitées et anonymisées des quatre campagnes d'enquête ont été publiées sur la bibliothèque de microdonnées de la Banque mondiale et reliées à la bibliothèque de microdonnées du HCR. En août 2021, le JDC a finalisé et publié l'article *Déplacement forcé et pandémie : données initiales*, à partir des résultats de l'enquête téléphonique à intervalles rapprochés en Iraq et dans sept autres pays.

Le JDC a également fourni des données socioéconomiques sur la pandémie de Covid-19 au Groupe de plaidoyer et de politiques opérationnelles (OPAG) du Comité permanent interorganisations (CPI) et l'a soutenu lors de sa réunion sur les conséquences socioéconomiques et les risques de protection connexes liés à la pandémie de Covid-19 pour les femmes et les enfants. Dans le cadre de ces activités, le JDC a particulièrement mis en avant les données et les éléments de preuve concernant l'expérience des ménages déplacés et non déplacés en Iraq pendant la pandémie. Une action se distingue des autres : il s'agit du renforcement de l'analyse socioéconomique du CPI visant à informer les interventions et les actions rapides.

En savoir plus sur le travail du JDC en faveur de l'inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19.



SCANNEZ-MOI

YÉMEN :

Systemes de suivi des déplacements forcés

Motivation

Le Yémen connaît une crise de déplacements forcés depuis que le conflit s'est étendu en 2015. Le déclenchement des violences a entraîné une recrudescence marquée des déplacements internes, suivie du déplacement continu de nouveaux ménages, dont le nombre total correspond approximativement à celui des ménages qui regagnent leur domicile au fil du temps. Selon les statistiques officielles rapportées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 10 % de la population ont été déplacés depuis le début de ce conflit (OIM, 2020). Toutefois, d'autres enquêtes (à l'instar du sondage Gallup World Poll, du suivi assuré par le PAM, etc.) indiquent que ce chiffre pourrait atteindre 30 % de la population. Compte tenu de l'ampleur du problème et du caractère instable de la crise, avec des ménages qui se déplacent par intermittence, les systèmes de données actuels du pays ne sont pas en mesure d'évaluer correctement les besoins des populations déplacées. Il convient donc d'élaborer un système de données plus performant. Outre les défis causés par la pandémie de Covid-19, une crise de la sécurité alimentaire continue de menacer le pays de famine. Le prix des denrées alimentaires locales augmente en raison de la hausse des prix alimentaires mondiaux et d'une crise monétaire dans les régions contrôlées par le gouvernement internationalement reconnu. En outre, la lassitude des donateurs à l'égard du Yémen a entraîné une baisse de l'aide humanitaire dans certaines régions du pays et risque d'entraîner de nouvelles diminutions. Dans ce contexte économique, la collecte de données se complique et devient de plus en plus coûteuse, réduisant la capacité du pays à réaliser des enquêtes sur son territoire.

Activité

Ce projet vise à mettre en place un système de collecte de données plus performant grâce à des enquêtes connexes :

- Assurer la sécurité alimentaire et d'autres aspects du bien-être grâce à un suivi à intervalles rapprochés des ménages déplacés.
- Améliorer la représentation des régions sous-représentées et particulièrement vulnérables dans les enquêtes à intervalles rapprochés actuelles (enquêtes dans les zones sensibles).
- Multiplier les entretiens avec des informateurs clés auprès des autorités locales et des secteurs essentiels pour les ménages déplacés.
- Relever les prix des produits de base essentiels et confirmer leur disponibilité.
- Collecter des informations auprès des gouvernements locaux sur l'évolution des différents enjeux auxquels chaque région est confrontée, notamment sur les questions ayant trait à la prestation de services de base (tels que la santé, l'école, la justice et le maintien de l'ordre).

Chacune de ces activités sera coordonnée avec une équipe spécialisée dans les données géospatiales capable de cartographier plus précisément la disponibilité des services à travers le pays et d'inclure des sources de données de télédétection supplémentaires. Ces nouvelles sources de données seront analysées conjointement à des données complémentaires pertinentes, telles que les enquêtes mensuelles par téléphone mobile menées par le PAM sur la sécurité alimentaire et certaines autres dimensions spécifiques du bien-être.

Résultats escomptés

- Une meilleure intégration des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les interventions humanitaires et d'urgence pour garantir une couverture adéquate.
- L'identification des différences entre les ménages déplacés à l'intérieur de leur propre pays et non déplacés en matière de bien-être et de résilience aux chocs, ainsi que des écarts régionaux dans ces domaines.

Produits escomptés de l'activité

- Des données propres, anonymisées et accessibles au public, provenant d'enquêtes périodiques sur les ménages déplacés, dans la mesure où la situation au Yémen le permet.
- Des résumés anonymisés, accessibles au public, des enquêtes menées auprès des informateurs clés des autorités locales.
- Un bulletin périodique présentant un résumé des résultats des activités de recherche et un suivi actualisé.
- Des résumés de la mobilisation opérationnelle et des enseignements tirés.
- Une série de rapports d'analyse de qualité et d'articles académiques sur divers sujets pertinents tels que la sécurité alimentaire, les facteurs à l'origine des urgences alimentaires, les conséquences du déplacement pendant le conflit, la violence à l'origine du déplacement et les vulnérabilités des ménages déplacés et non déplacés au Yémen.

PRODUIRE DES DONNÉES ET DES ANALYSES



BÉNÉFICIAIRES

Les ménages de personnes déplacées au Yémen et les communautés locales qui les accueillent.



UTILISATEURS VISÉS

Le Fonds social de développement du Yémen – l'institution yéménite pour les interventions de développement, qui jouit d'un grand rayonnement auprès des communautés locales. Les autorités régionales, la Banque mondiale, le Programme alimentaire mondial, le HCR et d'autres partenaires.



IMPACT

Accroître la priorité et l'inclusion des ménages déplacés et des communautés d'accueil dans le développement communautaire et local et dans la programmation humanitaire.



BUDGET

1 050 000 dollars US



PÉRIODE

2020-2022

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

Cette activité au Yémen, en collaboration avec le PAM, a continué à porter ses fruits tout au long de l'année 2021. Une enquête auprès des autorités locales, ainsi que des entretiens approfondis avec des informateurs clés, ont été réalisés. La collecte mensuelle de données par le PAM porte désormais sur près de 50 000 ménages, dont 35 à 40 % sont déplacés. En raison de plusieurs chocs importants survenus l'année dernière, le pays a été poussé au bord de la famine au début de l'année 2021. Grâce à l'engagement du JDC et à ses relations dans le pays, l'équipe était en mesure d'élaborer rapidement un rapport d'analyse visant à informer les parties prenantes sur la crise alimentaire émergente et exposer les besoins des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des communautés d'accueil yéménites (« 2020 Food Security Crisis in Yemen »). Par ailleurs, les résultats de l'enquête téléphonique à intervalles rapprochés ont été communiqués au représentant du HCR dans le pays afin de documenter une consultation récente sur les interventions auprès des personnes déplacées à l'intérieur du Yémen entre le HCR et le Gouvernement des États-Unis.

Deux articles reprenant ces données ont été rédigés et font actuellement l'objet d'une révision interne : l'un examine les causes et les conséquences des déplacements forcés au Yémen et l'autre analyse les mécanismes à travers lesquels la violence entraîne des déplacements forcés. Des rapports supplémentaires sont en cours d'élaboration sur les défis rencontrés par les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les communautés d'accueil dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale.

En savoir plus sur le travail du JDC au Yémen.



SCANNEZ-MOI

Compiler et conserver les ensembles de données du HCR pour la bibliothèque de microdonnées du HCR

Motivation

Alors que le HCR collecte régulièrement une multitude de données, aussi bien directement que par l'intermédiaire de ses partenaires, l'organisation dans son ensemble n'a jusqu'à présent pas été en mesure de tirer pleinement parti de l'investissement important consacré à cette collecte. Une telle collecte est coûteuse, tant sur le plan financier qu'en matière de ressources humaines et de temps. Dans un souci d'efficacité, de transparence et de meilleure utilisation des fonds publics, la diffusion sécurisée et responsable des données est de plus en plus encouragée, parfois même imposée, par ceux qui financent les efforts de collecte de ces données. De fait, nombre d'instituts nationaux de statistique disposent désormais de portails de données ouverts. Jusqu'à présent, les données publiées par le HCR étaient principalement des agrégées et l'accès aux microdonnées était en grande partie régi par des accords *ad hoc* de partage de données. Ce projet concrétise l'engagement du HCR à partager les données de manière transparente et responsable en découvrant, nettoyant et cataloguant les microdonnées qu'il collecte et celles de ses partenaires grâce à des catalogues en ligne complémentaires, internes et externes. La diffusion des microdonnées permet et facilite l'analyse et la recherche qui orienteront et contribueront à la conception des futurs programmes et politiques visant à améliorer la vie des personnes concernées par le déplacement forcé, avec un effet positif sur leur bien-être.

Activité

La bibliothèque interne de données brutes et la [bibliothèque externe de microdonnées](#) sont des plateformes conçues pour fournir un emplacement sécurisé pour le stockage et la réutilisation de divers ensembles de données dans un format intuitif. Ces deux plateformes doivent devenir les outils de l'organisation et les principaux instruments de gestion des données opérationnelles conservées à des fins d'archivage et de diffusion, tant en interne qu'en externe. En plus de servir de référentiel pour les nouvelles activités de données, ces plateformes hébergeront également un stock important d'ensembles de données collectées au préalable.

Sur le plan interne, ce projet permettra d'améliorer la qualité des données, de prévenir la perte de celles-ci, d'éviter la duplication des efforts pour leur collecte, et de réduire la pression exercée pour trouver des données et répondre aux demandes personnalisées d'autres membres du personnel. Sur le plan externe, il contribuera à la chaîne de valeur des données en facilitant l'accès à ces dernières, favorisant une analyse plus poussée par les universitaires et les centres de recherche, le secteur privé, les acteurs du développement et d'autres organisations humanitaires, afin qu'elles puissent être utilisées pour orienter la programmation, les politiques et les efforts de sensibilisation.

Résultats escomptés

- Optimisation des investissements du HCR dans la collecte de microdonnées.
- Soutien à une communauté de recherche croissante et efficace sur le déplacement forcé.
- Positionnement du HCR en tant que leader de confiance dans le domaine des données.

Produits escomptés de l'activité

- Les référentiels de microdonnées du HCR sont opérationnels et continuellement améliorés pour répondre aux demandes des utilisateurs.
- Les microdonnées des dernières années ont été nettoyées, documentées, anonymisées et chargées dans les bibliothèques.
- Des supports d'orientation sont créés et institutionnalisés pour la documentation et l'anonymisation des microdonnées.
- La fonction de conservateur de données est établie de manière durable au sein du HCR.
- Des communications sur la bibliothèque de microdonnées sont diffusées pour une plus grande visibilité et utilisation.

ACCÈS SÉCURISÉ ET RESPONSABLE



BÉNÉFICIAIRES
Les populations déplacées.



BUDGET
1 250 000 dollars US



UTILISATEURS VISÉS
Les universitaires et les centres de recherche, le secteur privé, les acteurs du développement et d'autres organisations humanitaires.



PÉRIODE
2019-2022



IMPACT
Amélioration de la vie des populations déplacées en exploitant tout le potentiel des investissements du HCR en matière de microdonnées.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

Les résultats de la conservation et de la diffusion des microdonnées ont été bien meilleurs que prévu. L'équipe de conservation du HCR a traité 399 ensembles de données (dont la liste de 57 ensembles hébergés sur d'autres plateformes) et les a mis à disposition du public sur la bibliothèque de microdonnées du HCR. 235 ensembles de données supplémentaires ont été mis à disposition en interne. Parallèlement, l'équipe a collaboré avec sept bureaux régionaux et 33 bureaux de pays du HCR, en organisant des ateliers, des webinaires et des formations et en améliorant les supports d'information et de formation en fonction des retours. L'équipe de conservation a reçu 485 demandes externes de données en 2021 et 820 depuis la création de la bibliothèque de microdonnées. Les universités sont le premier groupe de parties prenantes à demander des données, suivies des organisations de la société civile et des organismes des Nations Unies.

La bibliothèque de microdonnées du HCR a été créée en collaboration avec l'équipe de la bibliothèque de microdonnées de la Banque mondiale, une collaboration qui se poursuit. Grâce à ce soutien, l'équipe de la bibliothèque de microdonnées du HCR a élaboré un manuel sur la conservation des données qui fait office de guide pratique pour le personnel du HCR et de documentation sur les pratiques de l'équipe de conservation des données. L'équipe a également rédigé des instructions administratives sur les normes et procédures de conservation des microdonnées personnelles des personnes relevant de la compétence du HCR, qui formaliseront les responsabilités et les procédures de partage des microdonnées au sein du HCR. L'équipe a également sensibilisé le public à l'importance de la conservation des microdonnées sur le déplacement forcé, au sein du HCR et à plus grande échelle. Outre l'élaboration et la dispense de formations sur la conservation et l'anonymisation des données, elle a publié sept mises à jour trimestrielles de la bibliothèque de microdonnées (diffusées à la fois en interne et en externe et qui ont atteint plus de 1 000 abonnés) et trois articles de blog sur la bibliothèque de microdonnées.

En savoir plus sur la contribution du JDC à la bibliothèque de microdonnées du HCR.



SCANNEZ-MOI

Diffuser les éléments de preuve et les données sur les personnes déplacées

Motivation

Une des manières dont le JDC remplit sa mission consiste à partager des données et des informations utiles de manière systématique, afin de mieux orienter la prise de décisions concernant les populations déplacées. Ces activités font du JDC un facilitateur clé du partage des connaissances fondées sur les données entre les différentes parties prenantes.

D'une manière générale, ces activités visent à renforcer les liens et à créer des réseaux, ainsi qu'à contribuer au partage de connaissances, tout en diffusant de manière stratégique les publications et autres produits de connaissance auprès de groupes d'experts ciblés et du grand public.

Activité

Le JDC collecte des données probantes issues de recherches fondées sur des données financées et soutenues par le JDC, ou provenant d'autres études rigoureuses. Ces données sont ensuite diffusées auprès d'un large public d'universitaires, de spécialistes, d'employés d'organisations internationales et non gouvernementales et de responsables politiques afin d'orienter la conception, la mise en œuvre et la programmation des politiques. Une attention particulière est accordée aux chercheurs des pays concernés afin de les sensibiliser aux données utiles et aux produits fondés sur des données probantes.

Résultats escomptés

- Intensification du débat politique et académique sur le déplacement forcé.
- Renforcement des liens entre le JDC, les groupes de réflexion, les instituts de recherche et d'autres acteurs qui s'appuient sur des données probantes.
- Dialogue, processus et décisions en matière de politiques mieux documentés.
- Positionnement du JDC comme un facilitateur clé de l'échange de connaissances sur les données probantes entre les parties prenantes concernées.

Produits escomptés de l'activité

- Publications : rapports sur les activités nationales et internationales, notes d'information, billets de blog et nouvelles publications d'articles du JDC.
- Publications périodiques : une dizaine de bulletins d'information chaque année, comportant chacun une mise à jour de la revue de la littérature ou un bulletin trimestriel du JDC.
- Événements scientifiques : une Conférence annuelle de la recherche tous les deux ans ; cinq à six autres événements par an, tels que des webinaires, séminaires et ateliers.
- Activités ponctuelles, telles que les documents d'information pour les rapports.

ACCÈS SÉCURISÉ ET RESPONSABLE



BÉNÉFICIAIRES

Les populations déplacées, les chercheurs et les responsables politiques.



UTILISATEURS VISÉS

La Banque mondiale, le HCR, les gouvernements, les universitaires et les spécialistes.



IMPACT

Des politiques sur le déplacement forcé mieux documentées et fondées sur des données probantes.



BUDGET

832 000 dollars US



PÉRIODE

2020-2023

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

Le JDC a publié son deuxième document de travail (*Déplacement forcé et pandémie : données initiales*), qui présente un résumé exhaustif des résultats des enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés menées dans huit pays entre mars 2020 et mars 2021. Huit bulletins d'information, dont une revue de la littérature, ont été publiés en 2021 et ont atteint plus de 2 100 lecteurs.

À la fin de l'année, la base de données des revues de la littérature du JDC comptait 450 résumés. Deux bulletins du JDC ont été publiés : l'un, produit en collaboration avec le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, se concentre sur les données et les recherches sur les enfants et les jeunes dans des situations de déplacement forcé ; l'autre examine les éléments de preuve issus de documents publiés par le Programme de recherche de la Banque mondiale sur les dimensions de genre dans la problématique des déplacements forcés. Le JDC a organisé, en collaboration avec l'EGRISSE, le séminaire (en anglais) « *Making the most vulnerable visible: Data gaps and official statistics on forced displacement* ». Il s'agissait de la contribution du JDC au Forum mondial des Nations Unies sur les données pour la deuxième année consécutive. Quatre séminaires ont eu lieu en 2021, dont deux organisés en collaboration avec Innovation for Poverty Action (IPA) et le Center for Effective Global Action (CEGA). Le JDC a également organisé une table ronde virtuelle avec la Fondation IKEA, à laquelle ont été invités des acteurs du secteur privé et des fondations en vue d'échanger sur l'utilisation de données socioéconomiques et d'éléments de preuve pour appuyer l'inclusion économique des personnes déplacées. Des membres du JDC et de la Banque mondiale ont publié un article (en anglais) sur le blog de la Banque mondiale consacré au maintien de l'engagement de la Banque mondiale à travers le Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et l'apatridie. Le JDC a également contribué à la rédaction de quatre articles pour un numéro spécial de la revue *Forced Migration* sur les données et le déplacement, traitant de sujets tels que la conformité des enquêtes humanitaires aux normes statistiques internationales, l'inclusion des personnes réfugiées et déplacées dans les systèmes de données nationaux, les écueils et le potentiel des enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés pendant la pandémie de Covid-19 et quelques réflexions sur les progrès et les défis en matière de données et d'éléments de preuve sur le déplacement forcé. Enfin, la deuxième Conférence de la recherche du JDC sur le déplacement forcé s'est tenue du 20 au 22 janvier 2022. Elle a présenté 24 articles de recherche remarquables, qui ont stimulé le débat sur les modalités d'adaptation de la recherche aux besoins des spécialistes.

Un article percutant du JDC sur la manière dont le manque de données maintient les réfugiés syriens dans l'oubli et compromet les efforts déployés pendant la pandémie de Covid-19 a été présenté dans le cadre de la campagne Data-for-Change du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21). En outre, le Forum économique mondial a publié (en anglais) le billet de blog du JDC intitulé « *Why it's time to bring refugees out of the statistical shadows* » (Les raisons pour lesquelles il est temps de mettre en évidence les personnes déplacées sur le plan statistique), qui explique comment des données et des éléments de preuve de qualité peuvent faire la différence dans la vie des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil.

Retrouvez ci-contre toutes les publications et les rapports du JDC sur les données et les éléments de preuve.



SCANNEZ-NOUS

Programme de bourses de recherche

Motivation

La charte du JDC dispose qu'il poursuivra sa mission en « ...partageant les données et les informations pertinentes de manière systématique afin de mieux orienter la prise de décision concernant les personnes relevant de sa compétence... » et facilitera la collaboration entre le HCR et la Banque mondiale en « partageant les connaissances, les idées et les enseignements tirés ».

Activité

Le programme de bourses de recherche pour les jeunes permet aux jeunes chercheurs des pays en développement concernés par le déplacement forcé de collaborer avec l'équipe du JDC et de développer leur programme de recherche en bénéficiant du réseau et des installations du JDC. Les travaux de recherche des boursiers sont complétés par des activités de formation.

Le programme de bourses de recherche est au cœur de la démarche du JDC visant à soutenir le renforcement des capacités des jeunes universitaires et professionnels issus des communautés déplacées ou d'accueil dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. Il contribue à faciliter leur travail sur des sujets liés au déplacement forcé.

Résultats escomptés

- Renforcement des capacités des équipes de pays et des clients de la Banque mondiale et du HCR.
- Renforcement des capacités des boursiers, notamment grâce à une expertise approfondie en matière de déplacement forcé et à une plus grande expérience au niveau national.
- Des produits de connaissance tels que des notes d'orientation et des articles du JDC pertinents pour la conception de programmes efficaces ciblant les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil.
- Contribution à la collecte et à l'analyse des données aux niveaux national et mondial.

Produits escomptés de l'activité

- Deux à trois boursiers sont sélectionnés chaque année d'activité (voir le profil des boursiers sur le site du JDC).
- Les boursiers contribuent aux activités au niveau national et mondial.
- Chaque boursier produit deux documents sur la collecte et/ou l'analyse de données sur les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et leurs communautés d'accueil.

CONSTITUER UNE BASE DE DONNÉES PROBANTES ET PARTAGER LES CONNAISSANCES



BÉNÉFICIAIRES

Les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans les pays dans lesquels les boursiers apportent leur soutien aux équipes de pays de la Banque mondiale et du HCR.



BUDGET

1 000 000 dollars US



UTILISATEURS VISÉS

Les équipes de la Banque mondiale et du HCR aux niveaux mondial et national ; la communauté travaillant sur le déplacement forcé dans son ensemble.



PÉRIODE

2020-2023



IMPACT

Les jeunes universitaires/professionnels offrent un soutien technique aux activités au niveau national, en apportant une expérience et des compétences uniques à l'équipe soutenue et, partant, aux autres parties prenantes.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

Trois candidats ont travaillé avec le JDC de septembre 2020 à juin 2021 dans le cadre du premier cycle du programme de bourses 2020-2021 du JDC destiné aux jeunes. Au cours de cette période, les boursiers ont apporté un soutien direct aux opérations de la Banque mondiale et du HCR dans les pays (en Éthiopie, en République centrafricaine, au Tchad et au Rwanda) tout en rédigeant leur thèse sur le déplacement forcé. Ils ont notamment contribué à la conception de questionnaires, à l'analyse d'ensembles de données et à la rédaction de notes d'orientation. Ils ont également participé aux activités soutenues par le JDC sur les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la pandémie de Covid-19. Les boursiers ont contribué aux activités de recherche sur le déplacement forcé à travers des travaux intéressants, souvent en collaboration avec leurs institutions académiques.

Les unités de gestion de pays de la Banque Mondiale ont appuyé le travail des boursiers en révisant leurs articles définitifs et en leur adressant des commentaires avisés. Par exemple, le boursier du JDC M. Nfamara K Dampha a rédigé l'article (en anglais) « *Rohingya refugee camps and forest loss in Cox's Bazar, Bangladesh: an inquiry using remote sensing and econometric approaches*. Celui-ci est décrit par l'unité de gestion de pays comme « fournissant les fondements analytiques essentiels pour un dialogue mieux documenté sur la manière de relever le défi de la déforestation à Cox's Bazar ». Cet article devrait être publié dans la série de documents de travail de la Banque mondiale et sera largement diffusé avec l'aide du JDC. D'autres articles sont également sur le point de voir le jour.

Le JDC a établi un partenariat avec le Bureau de l'économiste en chef de la région Afrique de la Banque mondiale pour la deuxième promotion et deux candidats ont rejoint le programme de bourses du JDC en janvier 2022. Il s'agit de M^{me} Velma Mukoro de l'Université de Manchester et de M^{me} Olumurejiwa (Mureji) Fatunde du Massachusetts Institute of Technology.

En savoir plus sur les boursiers du JDC et leurs travaux.

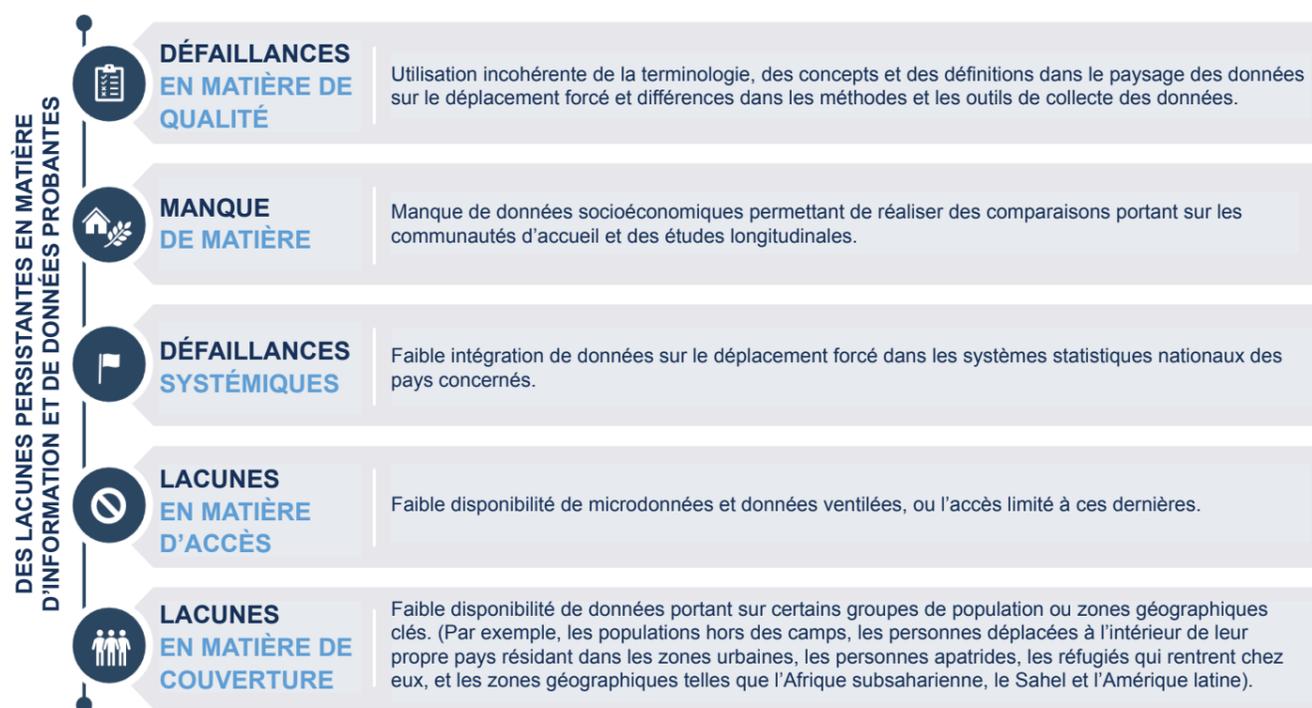


SCANNEZ-MOI

3. Enseignements tirés et perspectives

Tirer parti des expériences

En 2021, le JDC a poursuivi la mise en œuvre d'un portefeuille conséquent d'activités visant à combler les lacunes en matière de données et d'éléments de preuve sur le déplacement forcé. Deux ans après le début du premier mandat du Centre, l'équipe continue à accumuler de nombreuses expériences et observations. Cette section présente quatre enseignements tirés des opérations qui orienteront le JDC dans sa démarche de transformation du paysage des données et des éléments de preuve sur le déplacement forcé, ainsi qu'une analyse des lacunes en matière de données présentée dans le rapport annuel précédent. Cette analyse a fait état de cinq lacunes majeures dans le paysage des données et des éléments de preuve, illustrées dans la figure ci-dessous.



Covid-19 et collecte de données : des obstacles aux possibilités

Dans un contexte de distanciation sociale et de restriction des déplacements, les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés et d'autres systèmes de suivi rapide ont prouvé qu'il était possible de produire des données et des éléments de preuve de qualité relativement rapidement. Grâce à des campagnes mensuelles d'enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés, les équipes soutenues par le JDC ont été en mesure d'analyser l'évolution des indicateurs de bien-être dans le temps et de comparer ces indicateurs entre les groupes de population. Avant 2021, on ne disposait pas de preuves statistiques claires pour mettre en évidence l'insécurité alimentaire généralisée et les difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation causées par la pandémie de Covid-19 chez les personnes déplacées. Ces méthodes innovantes de collecte de données ont permis de combler une lacune majeure et urgente dans la compréhension des conséquences de la pandémie de Covid-19 sur le bien-être des populations.

Le changement transformateur est un travail de longue haleine

D'importantes contributions ont été apportées pour combler les lacunes en matière de qualité et d'accès. Néanmoins, le temps nécessaire à l'obtention des résultats escomptés est une véritable leçon d'humilité. Par exemple, dans le cadre du développement d'une approche statistique commune pour mesurer les déplacements internes, les contributions du Centre ont permis d'identifier des critères de mesure de la mise en place de solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. L'amélioration de la qualité des données dépend toutefois essentiellement du succès de l'intégration de la mesure dans les processus de collecte des données des principaux fournisseurs de données. Cette intégration requiert des efforts et des investissements constants afin de renforcer la sensibilisation et les capacités, lesquels ont été ralentis par la pandémie de Covid-19. La quantité de microdonnées disponibles sur les personnes déplacées et les apatrides a également considérablement augmenté en 2021, notamment grâce

à la bibliothèque de microdonnées du HCR, de plus en plus riche. Bien qu'il s'agisse d'une amélioration notable, une transformation complète ne se produira que lorsque ces données seront utilisées pour orienter les opérations et les politiques, et que davantage de fournisseurs et d'organismes de conservation des données sur le déplacement forcé adopteront des approches responsables et sécurisées en matière d'accès aux données afin de créer une dynamique en ce sens au sein des organisations.

Appréciation continue des risques et flexibilité

La capacité à évaluer sans cesse les risques et à s'adapter continuellement à l'évolution des circonstances est essentielle lors de la planification et de la réalisation d'exercices de collecte de données à grande échelle. En 2021, le JDC a continué à améliorer sa capacité à relever les défis opérationnels qui surviennent dans les contextes fragiles. Des évolutions géopolitiques et des réorientations des priorités nationales successives ont fortement perturbé les engagements pris dans plusieurs pays.

Au Kenya, les pénuries budgétaires du Gouvernement, combinées à la fermeture des camps de réfugiés, ont conduit le JDC à accepter de se concentrer non plus sur les réfugiés se situant dans des camps mais sur les réfugiés se situant dans des zones urbaines et à mettre en œuvre cette activité par l'intermédiaire d'une entreprise privée, en étroite collaboration avec l'Institut national de statistique. Au Rwanda, le Gouvernement a reconsidéré l'enquête socioéconomique prévue sur les communautés d'accueil et les réfugiés, la jugeant redondante à la lumière d'autres exercices prévus tels que le prochain recensement. Par conséquent, le JDC a transféré des ressources allouées au Rwanda vers d'autres activités tout en restant prêt à saisir de nouvelles occasions. En République centrafricaine, les problèmes de sécurité consécutifs aux élections nationales ont entravé le bon déroulement des opérations au cours de la première partie de l'année 2021. Cependant, dès que la situation a été stabilisée, la collaboration avec l'Institut national de statistique a repris, et deux séries d'enquêtes en face à face ont été menées sur les sites occupés par les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Enfin, à Djibouti et en RDC, les efforts de collecte de données sur les personnes déplacées ont été différés afin d'aider les gouvernements à concevoir un cadre de recensement ou d'échantillonnage pouvant ensuite être utilisé pour collecter des données plus représentatives sur les populations déplacées et leurs communautés d'accueil.

Ces exemples illustrent la dynamique opérationnelle qui caractérise les situations dans lesquelles le JDC apporte son soutien et soulignent combien il est essentiel de faire preuve de flexibilité, d'une gestion active du portefeuille d'activités, de persévérance et de patience pour maintenir le cap et combler les *déficits de couverture* et les *lacunes des systèmes*.

Diffuser les résultats et les mettre à la disposition du public cible.

Pour mener à bien la mission globale du Centre, il est essentiel d'avoir une vision précise des activités, de leur conceptualisation à leur impact potentiel sur les politiques et les programmes. En comprenant parfaitement les applications des produits, le JDC a pu identifier des investissements à la fois pertinents sur le plan opérationnel, opportuns et susceptibles d'avoir un impact. Dans le cadre de cette démarche, le JDC n'a cessé d'établir des relations constructives avec ses collègues des institutions mères et d'autres partenaires nationaux et régionaux afin de comprendre pleinement les priorités politiques, d'identifier les opportunités et de concevoir des partenariats pour un changement transformateur.

Les résultats de chaque investissement sont communiqués dans des notes d'information, des articles d'analyse et lors d'événements stratégiques. À mesure de l'obtention de résultats, il est de plus en plus évident que le Centre doit accorder une attention particulière à la dernière phase du processus afin d'en garantir une adoption et une utilisation appropriées. Il est essentiel de mettre les données et les éléments de preuve à la disposition des responsables politiques et des spécialistes confrontés à des priorités concurrentes si l'on souhaite que ces travaux aient l'impact escompté et conduisent à l'amélioration du bien-être et de la protection dont les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil ont besoin.

4. Conclusion

La troisième année de fonctionnement du Centre a été consacrée à la mise en œuvre et à l'obtention de résultats tout en tirant des enseignements de son travail. Pour parvenir à un changement radical de la quantité, de la qualité et de l'utilisation des données et des éléments de preuve sur le déplacement forcé, il convient d'investir de manière continue et à long terme, sans précipitation, dans les systèmes, les outils, les instruments et les capacités. Compte tenu du rythme actuel des déplacements et de la persistance de situations déjà anciennes, le Centre s'engage à soutenir les interventions et les actions statistiques nationales et régionales afin de mieux protéger certaines des personnes les plus vulnérables au monde.

En 2022, le JDC commandera un examen de mi-parcours afin d'examiner l'impact, l'efficacité et la pertinence du travail accompli jusque-là. Il s'agira d'une étape décisive pour le Centre, qui permettra d'orienter ses travaux à venir et de réfléchir aux besoins en matière de données et d'éléments de preuve, ainsi qu'à son propre rôle dans ce domaine. Son portefeuille d'activités ne cessant de s'étoffer, le JDC se réjouit de former de nouveaux partenariats en 2022, notamment avec des acteurs du secteur privé et des fondations philanthropiques. Le JDC est encouragé par la confiance accordée à son travail par les fondations IKEA et Hilton, qui ont choisi de se joindre à d'autres partenaires pour soutenir la stratégie du JDC.

Pour conclure, nous tenons à remercier les personnes, les organisations, les gouvernements et les instituts nationaux de statistique pour leur collaboration et leur soutien dans la réalisation de la mission du JDC. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les membres du Comité de gestion et du Conseil consultatif stratégique pour leurs recommandations. Le JDC souhaite également remercier ses partenaires pour leur généreuse contribution à son financement en 2021 : le Gouvernement danois, représenté par le ministère danois des Affaires étrangères ; l'Union européenne, représentée par la direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne ; et le gouvernement des États-Unis, représenté par le Bureau américain de la population, des réfugiés et des migrations.



La fondation IKEA s'inscrit stratégiquement dans le cadre du travail du JDC en faveur de l'inclusion économique des réfugiés. Nous pensons qu'il s'agit d'un domaine dans lequel la philanthropie peut avoir un impact, notamment en soutenant des programmes comme celui-ci et ainsi permettre de réduire le risque d'un recours au secteur privé.

Per Heggnes, Directeur général de la Fondation IKEA

Agnes Gaga (Banque mondiale)
Conseillère en communication numérique

Arthur A. Lagrange (Banque mondiale)
Économiste en chef

Abul Azad (Banque mondiale)
Économiste en chef

Domenico Tabasso (HCR)
Économiste en chef

Björn Gillsäter (Banque mondiale)
Directeur du Centre

Maja Lazić (HCR)
Directrice adjointe du Centre

Marie G. Schlundt (HCR)
Assistante administrative

Jefferey Tanner (Banque mondiale)
Économiste en chef

Harriet Mugera (Banque mondiale)
Spécialiste principale de la science des données

Katherine Perkins (Banque mondiale)
Auxiliaire chargée des programmes

Charlotte Persson (Banque mondiale)
Conseillère d'appui en gestion

Patrick Brock (HCR)
Spécialiste principal de la science des données

Velma Mukoro (Banque mondiale)
Boursière

Felix Schmieding (HCR)
Statisticien hors classe

Olumurejwa Fatunde (Banque mondiale)
Boursière

Annexe 1 : Le programme de travail du JDC à la fin de l'année 2021

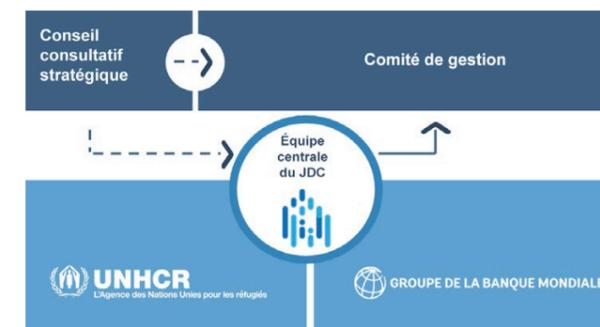
Objectif	Activité	Début	Fin
Renforcement des systèmes et normes statistiques	Mise en œuvre et perfectionnement des normes statistiques applicables aux statistiques sur les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays	2019	2023
	Élaboration de normes statistiques sur l'apatridie	2020	2022
	Amélioration de la qualité des données d'enquête sur les populations déplacées	2020	2022
	Optimisation de la boîte à outils Kobo pour la collecte et l'analyse des données	2020	2022
	Mise en évidence des personnes déplacées dans les indicateurs des objectifs de développement durable (ODD)	2021	2023
	Appui à la création par le HCR d'une série d'enquêtes « phares » intégrées et normalisées	2021	2023
	Mise au point de méthodes et d'outils statistiques sur le déplacement forcé	2020	2023
	Recherche de méthodes innovantes pour améliorer la qualité des données	2020	2022
	Analyse de texte automatisée pour le Centre conjoint des données sur le déplacement forcé (JDC)	2020	2022
	Comblement des lacunes en matière d'information sur les populations déplacées grâce aux données géospatiales	2020	2022
Production de données et conduite d'analyses	Renforcement de la capacité du HCR au niveau national à utiliser des informations et des données socioéconomiques probantes	2021	2023
	Burundi : Enquête(s) sur les populations vulnérables	2021	2022
	République centrafricaine : Enquête sur les ménages déplacés à l'intérieur de leur pays dans le cadre de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages 2020	2020	2022
	Djibouti : Identification et suivi des populations déplacées	2020	2021
	Éthiopie : Inclusion des réfugiés dans une enquête socioéconomique nationale auprès des ménages	2020	2022
	Kenya : Inclusion des populations vulnérables dans le cadre de l'enquête continue auprès des ménages	2020	2022
	Rwanda : Évaluation socioéconomique des réfugiés et des communautés d'accueil	2020	2022
	Somalie : Suivi rapide des conditions socioéconomiques des personnes déplacées Inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19	2021	2022
	Niveau régional : Crise vénézuélienne : Collecte et analyse de données régionales sur la population de réfugiés vénézuéliens et assimilés	2020	2022
	Chili : Crise vénézuélienne : Collecte et analyse de données régionales sur la population de réfugiés vénézuéliens et assimilés	2022	2020
	Pérou : Crise vénézuélienne : Collecte et analyse de données régionales sur la population de réfugiés vénézuéliens et assimilés	2020	2022
	Colombie : Crise vénézuélienne : Collecte et analyse de données régionales sur la population de réfugiés vénézuéliens et assimilés	2020	2022
	Équateur : Crise vénézuélienne : Collecte et analyse de données régionales sur la population de réfugiés vénézuéliens et assimilés	2020	2022
	Yémen : Systèmes de suivi des déplacements forcés	2020	2023
	Bangladesh : Centre de statistiques sur le développement humanitaire à Cox's Bazar/Programme analytique	2020	2022
	République démocratique du Congo (RDC) : Observatoire de la crise et enquête sur les déplacements forcés des ménages dans l'est de la RDC	2020	2023

Objectif	Activité	Début	Fin
Production de données et conduite d'analyses	Tchad : « Refugees in Chad. The road forward » (Réfugiés au Tchad : perspectives)	2020	2021
	Région du Machreq : Mesure de l'évolution du bien-être socioéconomique des populations déplacées et les communautés d'accueil depuis la Covid-19	2020	2021
	Région du Machreq : Atténuation de l'impact de la Covid-19 en termes de pauvreté sur les communautés d'accueil et les réfugiés au Liban, en Jordanie et dans la région du Kurdistan irakien*	2020	2021
	Burkina Faso : Inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19*	2020	2022
	Tchad : Inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19	2020	2022
	Djibouti : Inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19	2020	2022
	Éthiopie : Inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19	2020	2022
	Iraq : Inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19	2020	2021
	Jordanie : Inclusion des populations déplacées dans les enquêtes téléphoniques à intervalles rapprochés sur la Covid-19	2020	2022
	Analyses sur la Covid-19	2020	2022
	Turquie : Marché du travail agricole et statut socioéconomique des réfugiés et des citoyens turcs – collecte de données de base pour l'évaluation d'impact	2022	2023
	Honduras : Suivi des progrès vers des solutions durables au déplacement interne au Honduras dans le cadre des Recommandations internationales sur les statistiques relatives aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IRIS) NOUVEAU	2021	2023
	Machreq : Amélioration de l'analyse de la pauvreté, évaluation de l'impact de la pandémie de Covid-19, collecte de données sur les ménages et orientation des mesures d'atténuation de la pauvreté au profit des communautés d'accueil et des réfugiés au Liban, en Jordanie et dans la région du Kurdistan irakien NOUVEAU	2021	2022
	Jordanie : Inclusion des réfugiés dans l'enquête nationale sur les ménages NOUVEAU	2021	2022
	Libye : Enquête socioéconomique sur les réfugiés et les migrants en Libye NOUVEAU	2021	2022
	République démocratique du Congo (RDC) : Enquête socioéconomique dans le Grand Kasaï, RDC : Gros plan sur les populations déplacées ou rapatriées et leurs communautés d'accueil NOUVEAU	2021	2022
	République du Congo : Évaluation de l'impact d'un filet de sécurité désagrégé pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil au nord de la République du Congo NOUVEAU	2021	2023
	Malaisie : Étude comparative de référence sur les moyens de subsistance des réfugiés et des communautés d'accueil comparables en Malaisie NOUVEAU	2021	2023
	Asie centrale : Soutien à l'inclusion des personnes apatrides dans les recensements nationaux de la population et collecte de données socioéconomiques supplémentaires sur les populations apatrides en Asie centrale NOUVEAU	2021	2022
	Enquêtes pilotes pour le nouveau programme d'enquête phare du HCR NOUVEAU	2021	2022

Objectif	Activité	Début	Fin
Promotion de l'accès sécurisé et responsable aux données	Appui au développement et au fonctionnement des bibliothèques de microdonnées au HCR et à la Banque mondiale	2020	2022
	Compilation et conservation des ensembles de données du HCR pour la bibliothèque de microdonnées	2019	2022
	Renforcement des capacités du système d'enregistrement mondial du HCR	2019	2021
	Renforcement de l'accessibilité des microdonnées pour améliorer les politiques et les interventions dans les situations de déplacement forcé	2020	2022
Constitution d'une base de données probantes et partage des connaissances	Élaboration de méthodologies permettant de mesurer l'impact de l'accueil, de la protection et de l'assistance aux réfugiés		
	Plateforme de données en ligne « Developing World Refugee and Asylum Policy »	2021	2023
	Programme de partage des connaissances du JDC	2021	2023
	Activités de partage des connaissances du JDC : Diffusion de données probantes et d'informations sur les personnes déplacées	2019	2023
	Activités de partage des connaissances du JDC : Programmes de bourses de recherche	2020	2023

Annexe 2 : Le modèle opérationnel du JDC

Intégré dans ses organisations mères pour faciliter un changement durable



STRUCTURE INSTITUTIONNELLE

Activités dirigées par des équipes spéciales (de la Banque mondiale, du HCR, du JDC et de partenaires externes) et soutenues par le JDC



SOUTIEN ET ACTIVITÉ/ÉQUIPES SPÉCIALES

Les partenariats sont indispensables pour atteindre les résultats escomptés



MODALITÉS DE PARTENARIAT



Centre Conjoint des Données sur les Déplacements Forcés



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



UNHCR
LE HAUT COMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIÉS ET LES PERSONNES DÉPLACÉES

En savoir plus sur le JDC



www.jointdatacenter.org



<https://www.jointdatacenter.org/subscribe-to-our-newsletter/>



contact@jointdatacenter.org